

Sous la direction de

**Gilles Laferté, Paul Pasquali
& Nicolas Renahy**

Le laboratoire des sciences sociales

Histoires d'enquêtes et revisites



Sous la direction de

**Gilles Laferté, Paul Pasquali
& Nicolas Renahy**

Le laboratoire des sciences sociales

Histoires d'enquêtes et revisites

Raisons d'agir

COURS ET TRAVAUX

Collection dirigée

par Jérôme Bourdieu, Pascale Casanova et Franck Poupeau

Cet ouvrage est édité avec le concours
de la région Bourgogne-Franche-Comté

Éditions RAISONS D'AGIR

5, rue de Charonne, 75011 Paris

© ÉDITIONS RAISONS D'AGIR, septembre 2018

www.raisonsdagir-editions.org

editions@raisonsdagir-editions.org

ISBN 978.2.912107.96.1

6. Une « école de Chicago » en banlieue parisienne ?

Jean-Claude Chamboredon et la délinquance juvénile, de l'enquête à l'article

Paul Pasquali

En 1971, la *Revue française de sociologie* publie un article intitulé « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet⁴⁷². » Il sera vite considéré comme un « classique », bien au-delà du petit cercle des spécialistes du crime et de la déviance. L'auteur, Jean-Claude Chamboredon, a tout juste la trentaine et, depuis trois ans déjà, enseigne la sociologie – en tant que « caïman », ou agrégé-répétiteur – à l'École normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm, où il a étudié de 1959 à 1963. Depuis 1965, il est secrétaire général du Centre de sociologie européenne (CSE), fondé en 1961 par Raymond Aron et dirigé par Pierre Bourdieu à partir de 1968. Et, quelques années après ses premières publications sur la jeunesse et sur la photographie, il vient de cosigner avec Bourdieu et Jean-Claude Passeron *Le Métier de sociologue*⁴⁷³.

Membre du comité de rédaction de la *Revue française de sociologie* depuis 1967, il y a publié en 1970, avec Madeleine Lemaire, collaboratrice technique au CSE, un autre texte, sur « les grands ensembles et leur peuplement⁴⁷⁴ », qui deviendra lui aussi une référence pour

472. Jean-Claude Chamboredon, « La délinquance juvénile », *Revue française de sociologie*, 3, 1971, réédité in J.-C. Chamboredon, *Jeunesse et classes sociales*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2015, p. 87-129, recueil auquel je me référerai exclusivement par la suite par commodité.

473. Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le Métier de sociologue*, Paris-La Haye, Éditions de l'EHESS-Mouton, 1968, 1983 pour l'édition utilisée dans le présent chapitre.

474. « Proximité spatiale et distance sociale », in J.-C. Chamboredon, *Jeunesse et classes sociales*, op. cit., p. 61-86. Voir Michel Amiot, *Contre l'État, les sociologues*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1986; Pierre Lassave, « La sociologie au risque de la ville », *Enquête*, 4, 1996; Yves Grafmeyer, « La sociologie française dans le contexte français », *SociologieS* [En ligne], mis en ligne le 15 novembre 2012, consulté le 20 juin 2017. URL : <http://sociologies.revues.org/4179>.

plusieurs générations de sociologues. Ces deux articles paraissent dans une revue alors ouverte à tous les courants, en un temps où les chercheurs du CSE ne disposaient pas de cette vitrine collective que sera, après 1975, *Actes de la recherche en sciences sociales*. Ils portent la trace d'une époque où ce laboratoire, qui multiplie les enquêtes collectives, n'est pas encore tout à fait assimilé à une « école » réunie autour de la seule figure de Bourdieu. On y lit en creux un style de pensée, une « griffe » qui tranche avec les manières de faire et d'écrire de la plupart des sociologues de l'époque, *a fortiori* avec celles d'aujourd'hui. « La délinquance juvénile » frappe peut-être davantage que l'autre article par sa densité, sa longueur (quarante-deux pages, soit environ 145 000 signes, de longues et nombreuses notes de bas de page) et par la vivacité avec laquelle Chamboredon examine la littérature savante sur le sujet, française et surtout américaine, pour proposer une critique à la fois théorique et ancrée dans un terrain précis. Le paradoxe tient à ce que, de ce terrain d'enquête, les deux articles ne disent pas grand-chose.

Les normes d'écriture et d'édition ont tellement changé qu'il peut paraître curieux aujourd'hui qu'un texte assumant une approche territorialisée ne renvoie qu'à une appellation vague et brève, « la commune », pour désigner de manière anonyme Antony, ville de la banlieue sud de Paris. En effet, c'est là que Chamboredon et Lemaire ont mené, de 1966 à 1970, l'enquête qui a donné naissance à ces deux articles, même s'ils n'ont cosigné que le premier⁴⁷⁵. Cet anonymat ne sera levé qu'en 1985, dans un autre texte de Chamboredon⁴⁷⁶. Le lien entre ces deux volets de l'enquête – les grands ensembles, la délinquance juvénile – est lui-même difficile à repérer dans les textes : jamais mentionné, il faut attendre une note à la page 18 de « La délinquance juvénile » pour le deviner. Les paroles d'enquêtés et les cas de délinquants sont cités sans noms, sans prénoms

475. Comme nous le verrons, si Chamboredon écrit et signe seul celui sur la délinquance juvénile, c'est qu'entre-temps Lemaire a quitté le monde de la recherche – elle y reviendra dix ans plus tard – pour devenir institutrice.

476. Jean-Claude Chamboredon, « Construction sociale des populations », in Georges Duby (dir.), *Histoire de la France urbaine*, 5, Paris, Seuil, 1981, p. 441-472.

ni pseudonymes⁴⁷⁷ et toujours à titre d'illustrations, tandis que les hypothèses fourmillent au fil des pages et des commentaires livrés en abondance dans de longues notes de bas de page. Il suffit de prendre du recul pour reconnaître ce qu'a de dépayçant, sinon de déconcertant, ce texte à la fois « daté », c'est-à-dire situé dans une histoire particulière des œuvres savantes, et « actuel », au sens où il fait toujours l'objet de citations ou d'emprunts dans les sciences sociales contemporaines.

Une histoire d'enquête multisituée

Replacer un texte dans son contexte originel s'avère utile pour éviter les anachronismes et pour se prémunir du présentisme, qui porte à voir l'histoire des sciences sociales comme si elle était « organisée téléologiquement en fonction de sa pertinence pour nous aujourd'hui⁴⁷⁸ ». En conjuguant trop vite au présent la science du passé, on court ainsi le risque d'user de chronologies erronées et d'étiquettes intellectuelles artificielles. C'est particulièrement vrai lorsqu'on suppose hâtivement la « nouveauté » radicale d'une approche ou d'un concept, ce qui a pour effet d'enfermer par avance, dans un passé révolu, « dépassé » par le fait-même de prétendre à un « dépassement », les connaissances laissées en héritage (ou en friche) par les générations antérieures. Une vigilance historique est donc de mise. Mais, pour indispensable qu'elle soit, elle ne suffit pas si l'on souhaite, comme ce sera le cas ici à propos de « La délinquance juvénile », proposer un usage à la fois réflexif et cumulatif des œuvres que nous transposons en dehors du temps et de l'espace où elles ont vu le jour. Si comprendre la science que nous produisons, celle que nous consommons et celle dont nous héritons, est une seule et une même chose, mieux vaut alors se

477. Conformément aux normes d'écriture en vigueur à l'époque. Voir Baptiste Coulmont, « Le petit peuple des sociologues. Anonymes et pseudonymes dans la sociologie française », *Genèses*, 107, 2017.

478. Christian Topalov, « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de l'« école de Chicago » en sociologie », in Johan Heilbron, Rémi Lenoir, Gisèle Sapiro (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales*, Paris, Fayard, 2004, p. 156.

méfier, d'emblée, des rhétoriques de *tabula rasa* qui, périodiquement, alimentent les polémiques et les modes intellectuelles du moment.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille s'en remettre exclusivement à la vaste érudition des spécialistes de l'histoire des sciences sociales : s'ils sont mieux armés pour prendre du recul, ils se trouvent, eux aussi, « embarqués » dans le présent de leur discipline, de leur culture et de leur milieu social. En connectant entre elles différentes générations intellectuelles, au lieu de privilégier les temps lointains des « précurseurs » et des auteurs morts depuis longtemps, les histoires et les revisites d'enquêtes contemporaines présentent l'intérêt d'offrir un surcroît de vigilance devant la fausse familiarité avec les œuvres réputées « connues ». Elles aident aussi, et c'est là leur principal apport, à réduire l'illusion spontanée de distance absolue que peuvent exercer, par toute une série d'effets d'autorité très implicites et très puissants, les œuvres communément rangées parmi les « classiques », statut ambigu qui les rend d'autant plus légitimes à « discuter » (c'est-à-dire, en réalité, à citer, allusivement le plus souvent) qu'elles sont couramment perçues comme des monuments définitifs. Pour mieux lutter contre ces deux illusions complices – fausse familiarité et distance absolue – que j'ai pu observer directement dans mes activités d'enseignant puis de chercheur, je suis parti explorer les traces que l'enquête de Chamboredon et Lemaire à Antony a laissées dans divers fonds d'archives. Il s'agit ainsi de mettre au jour des univers de pratiques, de relations, d'interactions, de lieux et d'enjeux tels qu'ils ont pu être vécus sur le moment par les deux sociologues, leurs interlocuteurs sur le terrain et leurs collègues de laboratoire, mais aussi d'éclairer, en retour, des questionnements qui habitent toujours les sciences sociales contemporaines.

Bien sûr, cette histoire d'enquête, comme toute histoire, dépend de sources parcellaires et reste écrite au présent, par un chercheur qui n'était pas né au moment des faits et n'a donc pas connu l'époque où le « problème des banlieues » n'était pas encore au centre des débats publics⁴⁷⁹. Or, précisément parce qu'il consiste en un voyage

479. Christian Topalov, « Trente ans de sociologie urbaine. Un point de vue français », *Métropolitiques*, 16 octobre 2013. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Trente-ans-de-sociologie-urbaine.html>.

dans le temps et dans l'espace, ce genre d'histoire peut servir d'adjuvant de l'imagination sociologique. C'est sans doute le chemin le plus sûr pour prendre la mesure de ce qui fonde l'historicité des sciences sociales : non pas des « filiations », des « étapes » ou des « tournants », mais une série de contingences, de conjonctures, d'aléas et de découvertes en partie imprévisibles. C'est là le lot de toute enquête en train de se faire ; c'est aussi, hélas, ce qui tend à disparaître à l'écriture. Ce chapitre peut donc se lire comme un déplacement du regard, fait de multiples allers-retours, dont certains mènent vers des contrées lointaines que Chamboredon n'invite pas toujours explicitement à visiter : il en va ainsi de Chicago, terme absent dans les deux articles, mais qui, nous le verrons, imprègne de bout en bout l'enquête d'Antony.

Le point de départ de cette histoire d'enquête ne réside pas dans la découverte sur le terrain d'un résultat inattendu (comme celui dont Benoît Trépied parle dans ce volume), mais dans la rencontre imprévue, au fil du dépouillement des archives, d'un faisceau d'indices qui m'ont conduit à suivre une piste surprenante sur laquelle m'avait mis Chamboredon, au détour d'un entretien réalisé avec lui en 2009⁴⁸⁰ sur sa trajectoire biographique avant, pendant et après son départ du CSE en 1981 :

« Antony, c'était la partie émergée d'un iceberg. L'iceberg c'était... ça devait être [...] un grand projet, analogue à une nouvelle école de Chicago si on peut dire, qui finalement ne s'est pas réalisé complètement, qui aurait été un terrain commun à tous les chercheurs du CSE [...]. Mon travail à Antony, c'était les bases morphologiques de ce grand projet. »

Ces propos, tenus quarante ans après les faits, ne relèvent-ils pas d'une simple construction rétrospective ? Comme on sait, « l'école de Chicago » n'était pas encore entrée « officiellement » dans le vocabulaire des sciences sociales françaises des années 1960 et ce syntagme n'a jamais désigné une entité stable dans le temps et aux contours bien

480. Entretien réalisé et retranscrit par Samir Hadj-Belgacem et moi-même, 20 février 2009. Chamboredon fonde en 1983, avec l'aide de l'historien François Furet et du géographe Marcel Roncayolo, le DEA de sciences sociales commun à l'EHESS et l'ENS Ulm, avant d'être élu, en 1989, directeur d'études à l'EHESS et de rejoindre le laboratoire que dirige alors Passeron dans l'antenne marseillaise de la Vieille Charité.

définis, ni un ensemble cohérent et homogène de concepts, auteurs et méthodes spécifiques⁴⁸¹. De fait, cette expression – mais pas les auteurs qu'elle est censée recouvrir, j'y reviendrai – est apparue tardivement en France : d'abord en 1968 sous la plume d'un jeune sociologue urbain marxiste, Manuel Castells⁴⁸², farouchement opposé aux sociologues de Chicago ; puis, onze ans plus tard, cette fois comme une nouvelle bannière valorisante – celle du *fieldwork* et de l'attention à la « vie quotidienne » – avec le recueil de traductions publié par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph⁴⁸³, avant de se diffuser rapidement, sous diverses formes, jusqu'à aujourd'hui, à un nombre croissant de styles et domaines de recherche⁴⁸⁴. On peut donc, par prudence, estimer que les propos que Chamboredon tient en 2009 sont au moins en partie influencés par ce processus bien postérieur à l'enquête d'Antony. Or, nous le verrons, les archives permettent de voir ce qui se cachait derrière cette « partie émergée de l'iceberg » et, notamment, le rôle qu'a pu jouer à l'époque la lecture intensive d'auteurs qui seront, par la suite, communément rattachés à la tradition de Chicago.

La prudence reste de mise, cependant, si l'on veut bien se souvenir que, aux États-Unis aussi, ce syntagme a une histoire et qu'il n'a pas toujours revêtu le même sens selon les acteurs et les conjonctures. Il fut d'abord le fruit d'une succession de fabrications éditoriales outre-Atlantique qui, à différents moments, s'en sont saisi stratégiquement pour contrer l'hégémonie d'universités rivales (notamment Harvard, où enseignait Parsons, et Columbia, où enseignaient Lazarsfeld et Merton) ou pour surmonter une crise de recrutement et de notoriété⁴⁸⁵. Ce n'est que très récemment, par exemple, que le label

481. Voir Andrew Abbott, *Department and Discipline: Chicago Sociology at One Hundred*, Chicago, University of Chicago Press, 1999 et Jean-Michel Chapoulie, *La Tradition sociologique de Chicago. 1892-1961*, Paris, Seuil, 2001.

482. Manuel Castells, « Y a-t-il une sociologie urbaine ? », *Sociologie du travail*, 1, 1968.

483. Yves Grafmeyer, Isaac Joseph, *L'École de Chicago*, Paris, Champ urbain, 1979. Je me référerai dans ce chapitre à la nouvelle édition parue en 1990 chez Aubier.

484. Voir Christian Topalov, « Écrire l'histoire des sociologues de Chicago », *Genèses*, 51, 2003, p. 147.

485. Voir Christian Topalov, « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines... », in J. Heilbron, R. Lenoir, G. Sapiro (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales*, op. cit.

«interactionniste» a été rattaché à Chicago à la faveur de la fabrication d'une «seconde école» avec ses propres «pères fondateurs» et «auteurs emblématiques⁴⁸⁶». Les archives de l'enquête d'Antony contiennent justement des traces écrites (notes, brouillons, fiches de lecture, communications, photocopies d'articles en anglais) qui donnent une idée de ce que Chamboredon pouvait savoir sur le moment des œuvres, des débats et des auteurs qui, à la même période de l'autre côté de l'Atlantique, commençaient à donner naissance et consistance à une «Chicago School» qui n'existait pas encore en France. On ne saurait donc s'en tenir au seul repérage des absences et occurrences de ce syntagme dans «La délinquance juvénile», au risque de laisser échapper toute une série de lectures, d'usages et d'emprunts qui ne pouvaient pas prendre la forme plus stabilisée et codifiée qu'elle prendrait aujourd'hui. Il convient plutôt de voir quels autres étiquetages savants, c'est-à-dire ceux qui étaient disponibles dans la littérature américaine de l'époque telle qu'elle ressort des archives de l'enquête d'Antony, Chamboredon a explicitement mobilisés dans son article. Et, en deçà de ces appropriations visibles dans le texte, d'explorer celles qui ne le sont pas ou peu grâce aux traces conservées dans les archives.

Le problème n'est donc pas de trancher par avance, selon la logique positiviste du «vrai» ou du «faux» témoignage, la question de savoir si les souvenirs d'un auteur reflètent fidèlement ou non la réalité qu'il a effectivement vécue. Il s'agit de mettre en rapport des traces écrites avec celles qui se sont gravées dans sa mémoire, à la fois pour se prémunir des possibles déformations rétrospectives, mais aussi pour examiner de plus près ce qui a bien pu se passer sur le moment pour que de tels souvenirs perdurent quarante ans après les faits. Comment et pourquoi, à la fin des années 1960, est apparu ce projet aussi vaste qu'éphémère qui destinait Antony à devenir, plus qu'un site d'enquête, le lieu central d'une entreprise collective qui, par ses ambitions et son style, pouvait effectivement donner l'impression – à tort ou à raison, là n'est pas la question – de créer une «nouvelle école de Chicago» en banlieue parisienne? Cet

486. Lee Harvey, *Myths of the Chicago School of Sociology*, Avebury, Aldershot, 1987.

objectif, disons-le d'emblée, n'a pas eu de suite en dehors de cette enquête. Mais celle-ci a bien coïncidé, comme je vais le montrer, avec l'émergence d'un certain nombre d'auteurs et de manières de faire que Chamboredon et plusieurs de ses collègues au CSE ont découverts ensemble, au gré des lectures de revues étrangères et d'ouvrages originaux, discutés en séminaire et en partie mobilisés sur le terrain antonien.

Avant d'entrer dans les coulisses de cette recherche et de cette découverte collective, nous pouvons explorer les vestiges qu'il en reste dans «La délinquance juvénile», où la piste de cet improbable Chicago en banlieue parisienne apparaît plus clairement que dans l'article sur les grands ensembles. Je me propose donc, avant de retracer l'histoire de l'enquête d'Antony, de revenir sur l'article lui-même. On pourra mieux, ce faisant, suivre le fil du récit reconstitué à partir de diverses sources écrites et orales⁴⁸⁷. Ce croisement des sources permet d'écrire une histoire d'enquête multisituée, dont les principaux protagonistes ne sont pas les seuls enquêteurs et dont le déroulement déborde la scène d'un terrain qui est bien plus qu'un simple décor en arrière-plan. En allant de l'article à l'enquête sur laquelle il s'appuie, nous allons voir ainsi les indices d'une réception, en grande partie silencieuse et méconnue⁴⁸⁸, dont le texte de Chamboredon est l'exemple le plus abouti.

487. Concernant les sources écrites, je m'appuie sur les archives de l'enquête conservées dans le fonds du CSE (en cours d'inventaire) auxquelles j'ai eu accès par l'intermédiaire de Michel Pialoux, sur les archives privées d'anciens membres du CSE (notamment Madeleine Lemaire et Françoise Œuvrard) et, enfin, sur les archives communales d'Antony. J'ai aussi utilisé à la marge des documents issus du fonds Bourdieu, déposé à l'EPHE et actuellement en cours d'inventaire. Ces sources m'ont fourni des informations précieuses sur l'ensemble des étapes de l'enquête, sur ses conditions locales de possibilité et sur le rôle de la vie de laboratoire dans le travail mené par les deux sociologues. Concernant les sources orales, les entretiens avec Chamboredon et Lemaire ont été réalisés avant et après le dépouillement des archives. Ils m'ont permis de resituer l'enquête dans leurs biographies respectives et de mieux comprendre des enjeux invisibles tant dans les archives que dans leurs publications. Pour plus de détails, voir Paul Pasquali, «Deux sociologues en banlieue», *Genèses*, 87, 2012.

488. Signalons au moins une exception : Jean-Marc Offner, «Histoire d'un best-seller», *Métropolis*, 98-99, 1993, p. 94-96.

Retour au texte

« Essai de construction d'objet » : ce sous-titre n'est pas anodin. Il donne une petite idée de l'objectif que vise Chamboredon, au-delà du thème de l'article : mettre en pratique les « préalables épistémologiques » que *Le Métier de sociologue* avait établis trois ans plus tôt. L'ouvrage débutait en effet en affirmant que « l'affiliation d'une recherche à une théorie particulière [...] est toujours seconde par rapport à l'appartenance de cette recherche à la science sociologique⁴⁸⁹ ». Cette idée est présente en filigrane tout au long de « La délinquance juvénile ». Elle implique l'examen systématique des apports et des angles morts de chacun des cadres analytiques existants sur le sujet. Elle autorise aussi à partir à la « conquête » – terme d'époque – d'objets délaissés par les sciences sociales françaises, à l'instar de la délinquance juvénile. Les références aux philosophes dans *Le Métier de sociologue* (Bachelard, Canguilhem, Wittgenstein) ne sont pas de trop pour défendre un héritage durkheimien enrichi (via Marx et surtout Weber) et élargi (à Simiand, Mauss, Lévi-Strauss, Maget) que les auteurs font dialoguer avec la sociologie américaine la plus hérétique à l'époque, de Charles Wright Mills à Anselm Strauss. Le corpus d'extraits, constitué à l'initiative de Chamboredon⁴⁹⁰, est le fruit d'une lecture serrée, tous azimuts mais cohérente, qui ressort clairement de « La délinquance juvénile » et dont je montrerai plus loin à travers quelles pratiques concrètes elle s'opère.

Ce livre, qu'il rédige avec Bourdieu et Passeron à peu près au même moment que l'enquête d'Antony, n'est pas cité dans l'article, mais les affinités de méthode entre l'un et l'autre sautent aux yeux. Dans « La délinquance juvénile », les remerciements de Chamboredon à ses deux coauteurs ne sont pas là pour rien. Dans les archives de l'enquête, un brouillon de plan de l'article témoigne bien de l'importance de cet ouvrage qui, plus qu'un manuel ou un manifeste,

489. P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon, J.-C. Passeron, *Le Métier de sociologue*, *op. cit.*, p. 16.

490. Voir l'entretien (inédit en français) de Jean-Claude Passeron avec Denis Baranger, « De *El oficio de sociólogo a El razonamiento sociológico* », *Revista Mexicana de Sociología*, 2, 2004, p. 380 et 386.

est d'abord un « programme » devant être mis à l'épreuve. Ainsi, le titre initial, « La délinquance et ses théoriciens, essai de mise en perspective », est raturé au profit de celui qu'on connaît. On peut deviner ici l'impact d'un élan collectif, auquel Chamboredon participe, vers une pratique empirique et réflexive de la recherche censée permettre la refondation des sciences sociales françaises par la conquête des objets « préconstruits ». La délinquance juvénile, de ce point de vue, constitue à l'époque un thème idéal pour contester sur leur propre terrain toute une série d'acteurs que cette perspective range du côté du « sens commun » : journalistes, criminologues, psychologues, éducateurs, policiers, magistrats, etc.

Comment Chamboredon entend-il « rompre avec un objet préconstruit », comme il l'écrit dès les premières lignes ? Contre les définitions essentialistes ou causalistes de la délinquance juvénile, il analyse les déterminants croisés – ni univoques ni homogènes – qui interviennent au long d'un processus dont la délinquance, telle qu'elle est enregistrée par les statistiques et sanctionnée par les institutions répressives, est l'aboutissement. À la quête d'un faisceau de causes, il propose de substituer une approche relationnelle qui intègre les différences de classe (définitions particulières des âges de la vie et de la « bonne éducation »), les contextes locaux (stratification sociale, types d'habitat, sociabilité de voisinage) et les opérations symboliques qu'effectuent au quotidien les agents (police, justice, éducation surveillée) chargés du repérage, du traitement et de la qualification des crimes ou délits imputés aux jeunes délinquants.

À cette époque, les sociologues qui s'intéressent à la délinquance juvénile sont confrontés aux catégories qui circulent dans un champ de recherche hétéronome, marqué par la prédominance des discours psychologisants, des récits sensationnalistes dans la presse sur les « blousons noirs » et des témoignages de travailleurs sociaux⁴⁹¹. Chamboredon entend ainsi reconstruire l'objet en commençant par une critique préalable des prénotions, comme chez les durkheimiens. C'est le cas notamment de Maurice Halbwachs, seul de cette

491. Gérard Mauger, *Sociologie de la délinquance juvénile*, Paris, La Découverte, 2009, p. 36-39.

tradition à être mentionné dans son texte. Nous verrons que par là se rejoue un dialogue – de sourds – qu’Halbwachs avait amorcé quarante ans auparavant avec les sociologues de Chicago de son époque⁴⁹². Retenons pour l’instant que, de fait, la délinquance s’inscrit dans les thèmes de prédilection de la tradition durkheimienne : les normes, la déviance et, plus précisément, ce que Chamboredon appelle le « rapport structural à la loi ». Ce n’est donc pas un hasard si son article commence par la critique des usages du concept d’anomie chez les fonctionnalistes américains inspirés par Merton. De là la notion de « ratés de socialisation », qu’il utilise pour examiner les différences entre la « délinquance anomique », passagère et propre aux adolescents des classes favorisées, et la « délinquance endémique », typique selon lui des enfants des classes populaires les plus instables, dont le style de vie est propice aux condamnations morales du voisinage et, partant, à l’intervention des éducateurs, de la police et de la justice. Les définitions sociales de la jeunesse ne sont donc pas étudiées en elles-mêmes et pour elles-mêmes, mais dans le cadre d’une sociologie générale de la socialisation que Chamboredon développera par la suite⁴⁹³.

L’enquête d’Antony, nous le verrons, fut l’occasion d’un grand nombre de petites découvertes permettant de savoir pourquoi, et dans quelle mesure, les grands ensembles constituent des terrains propices à la délinquance juvénile. Sur ce point, Chamboredon met en évidence trois constats qu’il appelle « morphologiques », dans le droit fil d’Halbwachs⁴⁹⁴. D’abord, la forte hétérogénéité sociale des résidents, qui accentue les tensions dans un espace où règne la proximité, sinon la promiscuité. Ensuite, le relâchement des solidarités interpersonnelles, qui incline les habitants à recourir à des institutions pour résoudre des problèmes qui, autrefois ou ailleurs, auraient été réglés de façon informelle, au sein du voisinage. Enfin, la stigmatisation des « familles à problèmes », concentrées dans certains immeubles,

492. Christian Topalov, « Maurice Halbwachs : une expérience américaine », in Maurice Halbwachs, *Écrits d’Amérique*, Paris, Éditions de l’EHESS, 2012, p. 11-78, voir notamment p. 15.

493. Voir sa bibliographie exhaustive dans *Jeunesse et classes sociales*, op. cit., p. 253-259.

494. Maurice Halbwachs, *Morphologie sociale*, Paris, Armand Colin, 1938.

dont les enfants, parce qu'ils sont les plus visibles dans les espaces collectifs, sont les cibles privilégiées de toutes les accusations et rumeurs par lesquelles les ménages de classes moyennes (ou de classes populaires en ascension) se font les gardiens de l'ordre moral. C'est la logique du moindre écart social, toujours observable aujourd'hui dans les cités françaises, mais sous d'autres formes⁴⁹⁵ : plus le voisin est physiquement proche, plus forte est la nécessité de le tenir symboliquement à l'écart.

Refusant l'idée d'un « complot répressif ourdi contre les adolescents de classe populaire », Chamboredon insiste sur la nature inconsciente et sur les ancrages locaux du processus de constitution de la délinquance comme fait social. Pour ce faire, il mobilise deux approches, en reprenant les étiquettes alors en vigueur dans la sociologie américaine : « l'écologie humaine » et « l'analyse interactionniste ». Elles lui permettent d'interpréter deux grands résultats d'enquête. D'une part, c'est l'hétérogénéité sociale du peuplement des grands ensembles, fruit des politiques, filières et critères d'attribution de logements sociaux, qui augmente la probabilité que de petits accrocs prennent un tour dramatique, ou que des délits commis par des adolescents de familles aisées ne soient pas, eux, signalés à la police. D'autre part, les délinquants sont produits par un ensemble d'interventions, formelles et informelles, impliquant toute une série d'agents et d'institutions *a priori* sans rapports directs, qui contribuent à fabriquer – et non à empêcher – des « carrières » déviantes, concept que Chamboredon emprunte directement aux sociologues interactionnistes de l'époque.

Dans « Proximité spatiale et distance sociale », Chamboredon et Lemaire avaient déjà abordé « la tradition de l'analyse écologique », essentiellement à travers l'ouvrage d'un élève de Roderick McKenzie, Amos Hawley, qui avait pour mission d'achever un projet conçu initialement par son mentor et Robert Park⁴⁹⁶. C'est par cette source

495. Voir, entre autres, Robert Castel, *La Discrimination négative*, Paris, Seuil, 2007. Sur l'ethnisation croissante de cette logique du moindre écart social depuis les années 1980, voir aussi Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « Racisme ouvrier ou mépris de classe ? », in Didier Fassin, Éric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale ?*, Paris, La Découverte, 2006, p. 72-90.

496. Sur les origines du livre d'Hawley, voir August B. Hollingshead, compte rendu in *American Sociological Review*, 15, 1950.

indirecte, plus que par les textes originaux qui furent plus tard traduits en français, que cette tradition est découverte au moment de l'enquête d'Antony. De fait, l'étiquette «ecological school» s'était imposée aux États-Unis dès les années 1930-1940, bien avant qu'on n'y parle de «Chicago school», mais au prix d'usages fort hétérogènes qui se sont vite éloignés des textes programmatiques de Park et ses collaborateurs, qui n'eurent pendant longtemps qu'un écho très limité⁴⁹⁷. Dès lors, rien d'étonnant si Park, Burgess ou McKenzie ne sont pas cités par Chamboredon ni présents dans les archives de l'enquête d'Antony. Mais la littérature américaine alors disponible en parlait suffisamment pour qu'il estime que l'approche écologique était trop «marquée», comme il l'écrit avec Lemaire, «par suite de l'analogie avec l'écologie animale et la biologie, par le présupposé des mouvements spontanés de population⁴⁹⁸». Il faut donc se garder de tout rapprochement anachronique entre le titre de leur article et le concept de «distance sociale» forgé en 1924 par Park et développé ensuite par Bogardus pour l'étude des relations interethniques⁴⁹⁹. De même, leur problématique sur les rapports de classe dans les grands ensembles n'a aucun lien direct et attesté avec les réflexions de Park en 1929 sur «La ville comme laboratoire social⁵⁰⁰». Ce dernier texte, resté inédit en français pendant cinquante ans, est absent de leur bibliographie, comme bien d'autres publications des sociologues de Chicago. On notera au passage que ce n'est qu'en 1979, dans le recueil de traductions de Grafmeyer et Joseph, que l'article de Chamboredon et Lemaire sera explicitement mis en relation avec «l'écologie urbaine», rattachée pour

497. Christian Topalov, «Sociologie d'un étiquetage scientifique: *urban sociology* (Chicago, 1925)», *L'Année sociologique*, 1, 2008.

498. J.-C. Chamboredon, *Jeunesse et classes sociales*, op. cit., p. 62.

499. Voir Robert Park, «The Concept of Social Distance as Applied of Racial Attitudes and Racial Relations», *Journal of Applied Sociology*, 8, 1924 et Emory Bogardus, «Social Distance and its Origins», *Journal of Applied Sociology*, 9, 1925.

500. Robert Park, «The City as a social Laboratory», in Thomas V. Smith et Leonard D. White, *An Experiment in Social Science Research*, Chicago, University of Chicago Press, 1929. Ce texte a été traduit en français en 1979, dans le recueil de textes, plusieurs fois réédité depuis, sous la direction d'Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, *L'École de Chicago*, Paris, Aubier, 1984 pour l'édition utilisée ici, voir notamment p. 175 et 179.

l'occasion à la fabrique éditoriale d'une « école de Chicago » accessible au lectorat francophone⁵⁰¹.

Mais « La délinquance juvénile » se distingue nettement de « Proximité spatiale et distance sociale » par une mobilisation et une discussion approfondie des travaux les plus récents réalisés par des auteurs ou d'anciens étudiants de l'université de Chicago. Ils ne sont pas encore considérés, à l'époque, comme une « école », et c'est pourquoi Chamboredon les range sous la seule étiquette alors disponible de l'autre côté de l'Atlantique : les « analyses interactionnistes ». Reprenant, en l'affinant, la ligne directrice du livre – alors inédit en français – de Howard Becker, *Outsiders*⁵⁰², Chamboredon montre que, dans les affaires de délinquance, la capacité des jeunes et de leurs parents à maîtriser les enjeux implicites des procédures et des discours dépend étroitement de leurs capitaux économiques et culturels, et, en définitive, de rapports sociaux à la loi, produits et actualisés dans des contextes locaux où se réfractent les rapports entre les classes sociales et les classes d'âge. Si les relations interethniques restent au second plan, exactement comme Halbwachs l'avait fait à son retour de Chicago⁵⁰³, l'approche interactionniste des « carrières » est abondamment utilisée, et pas seulement à travers Becker : l'ouvrage collectif que ce dernier avait dirigé, paru en 1964 sous le titre *The Other Side*, est cité dans « La délinquance juvénile » et très présent dans les notes de lecture de Chamboredon qui ont été conservées dans les archives. S'il n'y fait qu'une brève allusion dans son article, il ne fait aucun doute que, parallèlement à l'enquête d'Antony, il a pris connaissance de ces contributions signées par des auteurs alors presque tous inconnus en France, tels que Fred Davis, Everett C. Hughes ou encore John Kitsuse.

Mais c'est surtout Erving Goffman que Chamboredon mobilise pour forger une armature théorique qui vient compléter sa « morphologie sociale » halbwachsienne et les concepts, librement adaptés,

501. *Ibid.*, p. 37, référence mentionnée en note de bas de page.

502. Howard S. Becker, *Outsiders*, New York, The Free Press of Glencoe, 1963, traduit en français en 1985 aux éditions Métailié.

503. Sur le cas d'Halbwachs, voir C. Topalov, « Maurice Halbwachs... », art. cit., p. 59.

d'habitus et de capital. Comme nous le verrons, Goffman est alors, avec Becker, Strauss et Cicourel, l'auteur anglophone le plus lu et discuté au CSE, notamment par Robert Castel, dont la présentation d'*Asiles*, publié dans la collection de Bourdieu, marque le début d'un long processus de réception et d'appropriations de l'interactionnisme en France⁵⁰⁴. On trouve la trace de cette découverte dans des passages et plusieurs notes de bas de page de «La délinquance juvénile», où sont discutés plusieurs ouvrages de Goffman.

En prenant très au sérieux les sociologues de Chicago les plus proches de sa génération, Chamboredon va plus loin que ne l'avait fait quarante ans plus tôt un Halbwachs «franchement condescendant⁵⁰⁵» avec ceux des années 1920-1930. Aucun mépris chez lui, même si l'on sent sous sa plume la même insistance sur le primat des rapports de classe, qui entretient le «malentendu transatlantique⁵⁰⁶» au long cours entre Chicago et les sociologues français. Mais, comme Halbwachs⁵⁰⁷, il multiplie les comparaisons statistiques, tableau après tableau, graphique après graphique, pour objectiver des «faits morphologiques» invisibles à l'œil nu. La singularité de Chamboredon, par rapport aux autres sociologues français d'après-guerre, réside dans le dialogue serré qu'il entreprend avec les interactionnistes. Les œuvres des générations les plus anciennes, en effet, n'étaient pas inconnues en France dans les années 1945-1965 : que l'on songe aux emprunts et dialogues épars chez Georges Friedmann, Georges Balandier, Paul-Henry Chombart de Lauwe, Roger Bastide, Jean-René Tréanton, ou même dans le manuel – aujourd'hui oublié – qu'Armand Cuvillier publie en 1950, où les premiers sociologues

504. Erving Goffman, *Asiles*, Paris, Éditions de Minuit, 1968, traduction en français de *Asylum*, Garden City, N. Y., Anchor, 1961. Sur ce processus, voir Jean-Michel Chapoulie, «La diffusion de la sociologie interactionniste en France», in Marc Perrenoud (dir.), *Les Mondes pluriels de Howard S. Becker*, Paris, La Découverte, 2013, p. 185-198. Notons que l'article de Chamboredon sur la délinquance juvénile est absent de ce texte.

505. C. Topalov, «Maurice Halbwachs...», art. cit., p. 15.

506. Jean-Michel Chapoulie, «Malentendus transatlantiques. La tradition de Chicago, Park et la sociologie française», *L'Homme*, 187-188, 2008.

507. Voir Christian Topalov, *Histoires d'enquêtes*, Paris, Classiques Garnier, 2015, p. 339-362.

de Chicago ont toute leur place⁵⁰⁸. Du reste, «l'écologie humaine» de la ville était entrée dès 1947 dans les revues francophones avec la traduction d'un article de Louis Wirth⁵⁰⁹ et, dès 1952, Chombart de Lauwe en avait proposé un usage raisonné, en s'appuyant lui aussi sur Halbwachs pour fonder une «ethnographie des grandes cités⁵¹⁰».

Chamboredon engage pour sa part une discussion approfondie avec des auteurs américains qui sont traités sur un pied d'égalité, loin des éloges convenus qui prédominent depuis les années 1980-1990 dans les sciences sociales françaises. Rien de surprenant, puisqu'il parle de sociologues qui sont pour la plupart ses contemporains et qui ne sont pas encore pourvus de la notoriété dont ils jouiront en France par la suite. Si, répétons-le, le mot «Chicago» n'est jamais utilisé, c'est bien pour lui un horizon intellectuel pertinent, désigné par des étiquettes impersonnelles («écologie» ou «interactionnisme») et non par des noms propres ou par un toponyme particulier. Et il y avait bien des raisons de s'y intéresser, à la fin des années 1960, compte tenu de la conjoncture intellectuelle. D'abord, parce qu'à cette période l'interactionnisme était en plein essor aux États-Unis et le thème de la délinquance juvénile y tenait une place de premier ordre⁵¹¹. Ensuite, parce qu'il fallait trouver à l'étranger des alliés pour faire contrepoids aux épigones français de Parsons, Lazarsfeld et Merton : en un sens, les sociologues du CSE et les interactionnistes américains présentaient des affinités électives, sinon des positions objectivement homologues dans leurs champs nationaux respectifs. Enfin, et surtout, parce que la découverte d'auteurs alors inédits ou peu lus en France coïncidait, on l'a vu, avec la fabrication de l'autre côté de l'Atlantique d'un Chicago érigé en «école», dont Halbwachs servait de précurseur européen⁵¹².

508. J.-M. Chapoulie, «Malentendus transatlantiques», art. cit.. Le *Manuel de sociologie* de Cuvillier a été réédité plusieurs fois après sa première parution aux Puf en 1950.

509. Louis Wirth, «L'écologie humaine», *Cahiers internationaux de sociologie*, 2, 1947.

510. Paul-Henry Chombart de Lauwe, *Paris. Essais de sociologie 1952-1954*, Paris, Les éditions ouvrières, 1965, première partie, voir notamment p. 25-26.

511. Voir J.-M. Chapoulie, *La Tradition sociologique* de Chicago, *op. cit.*, p. 253-289.

512. Voir C. Topalov, «Maurice Halbwachs...», art. cit., p. 14 et «Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines...», in J. Heilbron, R. Lenoir, G. Sapiro (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales*, *op. cit.*

Ainsi, à la fin des années 1960, une « école » vient tout juste d'être fabriquée à Chicago et, si elle n'existe pas encore à Paris, ses premiers échos se font sentir, par-delà l'Atlantique, à Antony. Échos et non « importation », puisque ces auteurs sont en partie noyés dans le flux bien plus large de la littérature américaine du moment. Car l'enjeu, pour Chamboredon, ne consiste pas, alors, à rompre avec tout un pan de la tradition sociologique française en se rangeant sous la bannière du *fieldwork*, de l'ethnométhodologie ou du pragmatisme. Il s'agit plutôt de la rénover en l'ouvrant à des approches nouvelles pour l'époque, en vue d'une intégration cumulative – qui apparaît dans le schéma synthétique à la fin de « La délinquance juvénile ». Ainsi, des analyses mertonniennes, Chamboredon conserve l'idée que l'anomie est une notion heuristique, à condition de la relier plus systématiquement aux rapports de classe. Des analyses écologiques, il reprend la thèse de la variation des déviations en fonction des aires urbaines, sous réserve de voir comment, dans chaque zone, s'actualisent des relations de voisinage qui réfractent des rapports de classe. Des interactionnistes, enfin, il reprend les concepts de *career* (qu'il traduit par « cursus »), de *labelling* (qu'il rend par « marquage », le terme « étiquetage » ne s'étant pas encore imposé en France). Mais il en souligne aussi les limites : la trop grande généralité des hypothèses liée, selon lui, à une focalisation sur les seules relations de face à face et sur les dimensions symboliques. On perdrait de vue, selon lui, ce que la délinquance juvénile doit à des rapports de domination structureaux et matériels qui ne cessent jamais de peser sur les expériences vécues.

Le modèle interactionniste ne prend donc pas la forme, sous sa plume, d'une posture qualitatifiste, comme on a parfois tendance à le faire aujourd'hui. Comme l'a noté Michel Gollac, « dans son travail sur la délinquance juvénile, J.-C. Chamboredon va au-delà de l'analyse de Becker », car « s'il critique les statistiques de la délinquance et estime, comme Becker, que ces statistiques ne permettent pas de tester les modèles fonctionnalistes [...], il s'appuie largement sur les données statistiques elles-mêmes dans son entreprise de déconstruction et de reconstruction de la notion de délinquance juvénile⁵¹³ ». Dans l'article,

513. Michel Gollac, « Des chiffres insensés ? Pourquoi et comment on donne un sens aux données statistiques », *Revue française de sociologie*, 38, 1997.

l'absence de tout privilège accordé à une méthode au détriment des autres constitue peut-être le leitmotiv le plus dissimulé, qui figurait très clairement dans *Le Métier de sociologue*⁵¹⁴. En dépit des apparences, «La délinquance juvénile» est à la fois le fruit d'une enquête particulière et la trace d'une réception plutôt discrète d'un certain nombre d'auteurs qui n'ont absolument pas le statut de nouveaux *founding fathers* de la sociologie. On aurait tort ici d'opposer des «bonnes» et des «mauvaises» réceptions. Ce qui importe, au fond, c'est de comprendre, au-delà des textes, le contexte et les raisons qui, à la fin des années 1960, conduisent deux jeunes sociologues, formés dans une tout autre tradition que celle de Becker, Goffman ou Strauss, à enquêter dans une commune qui, à certains égards, autorise des analogies – partielles et qui sont sans doute bien plus discernables aujourd'hui qu'elles ne l'étaient sur le moment pour les intéressés – avec la ville de Chicago. C'est ici que cette histoire d'enquête prend tout son sens.

Antony, années 1960 : réformateurs et sociologues dans une « ville-pilote »

Dans les années 1960, Antony connaît une expansion sans précédent. Sa population double en quinze ans, passant de 24 512 habitants en 1954 à 56 638 en 1968. Dirigée depuis 1955 par Georges Suant, notable local issu du socialisme, reconduit en 1965 sur une liste «divers gauche» opposée aux communistes, la mairie entreprend au cours de la décennie 1960, en partie sous l'impulsion de l'État, un vaste plan d'aménagements urbains : un lycée, des collèges, des crèches, une bibliothèque, un théâtre, un nouvel hôtel de ville, une école normale d'instituteurs, des infrastructures sportives et culturelles sont bâtis en très peu de temps. La construction, entre 1957 et 1966, du grand ensemble qui est alors le plus peuplé de France après Sarcelles, avec 6 000 ménages en 1964⁵¹⁵, symbolise à sa façon cette

514. Voir par exemple p. 65 dans l'édition de 1983. Ce leitmotiv était au centre des premières enquêtes de Bourdieu en Algérie et dans le Béarn.

515. Paul Clerc, *Grands ensembles, banlieues nouvelles*, Paris, Puf, 1967.

transformation morphologique et architecturale censée incarner la pointe de la modernité. Mais ces bouleversements – qui ne sont donc pas tous voulus par la mairie : elle doit souvent « suivre » des décisions étatiques – posent vite aux élus une série de « problèmes sociaux », que des réformateurs liés à la municipalité cherchent à résoudre au plus vite. Au manque d'équipements et d'encadrement culturels, notamment pour les jeunes – l'énorme flux de la génération du *baby-boom* –, s'ajoutent quelques affaires de délinquance juvénile.

De « l'enquête » des réformateurs à celle des sociologues

Ces « problèmes », la mairie les perçoit comme des obstacles ou des nuisances, mais aussi comme autant de terrains propices à des expérimentations locales en vue d'une réforme sociale plus générale. En 1964, dans le bulletin municipal officiel, un adjoint se targue ainsi de faire d'Antony une « ville-pilote dans le domaine de la jeunesse », vantant plusieurs projets censés venir des réflexions d'un collectif d'éducateurs, de « personnalités », d'experts et de responsables ministériels : un centre polyvalent de santé, une maison d'accueil du ministère de la Justice et une maison de jeunes pour le grand ensemble sont programmés. Ces initiatives sont élaborées par un « comité technique pour l'organisation des loisirs et de l'aide aux jeunes », créé en 1963 en vue de produire des enquêtes et des rapports pour le compte de la mairie. Cette focalisation sur la jeunesse n'a rien d'étonnant, les enfants et les adolescents étant très largement concentrés dans la zone du grand ensemble.

Le cas d'Antony, du reste, n'est pas isolé dans la France de l'époque. Les années 1950-1960, en effet, constituent « l'âge d'or de l'intervention de l'État et du logement social locatif », mais aussi l'apogée de la stigmatisation du pavillon dénoncé comme l'incarnation de l'« individualisme petit-bourgeois⁵¹⁶ ». Face à la pénurie et à la vétusté des logements, l'État impulse alors une politique volontariste de construction en série de tours et de barres d'immeubles dans les banlieues, et de création de « villes nouvelles ». De 1962 à 1964, le nombre de projets est supérieur à celui des opérations achevées chaque

516. Susana Magri, « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'Année sociologique*, 1, 2008.

année. Au total, ce sont près de deux millions de logements HLM et environ trois millions de logements aidés qui sont construits entre 1953 et 1970⁵¹⁷. La gauche, Parti communiste en tête, et les hauts fonctionnaires gaullistes convergent dans une croyance commune en la « modernité » urbanistique qu'incarneraient les grands ensembles.

Dans ce contexte marqué par la toute-puissance de l'État planificateur, Antony se singularise en partie par le rôle-clé de réformateurs locaux, élus ou non (présidents et animateurs de clubs culturels, instituteurs, travailleurs sociaux, etc.). Ils constituent un petit groupe d'enquêteurs non professionnels que la municipalité – à commencer par le maire, ex-professeur de lettres – charge de débayer le terrain, avant le lancement de diverses infrastructures et expérimentations socioculturelles. C'est la mission officielle qui est confiée, à partir de 1965, à la dizaine de membres de la commission municipale Jeunes et loisirs, sous la houlette de son président, Bernard Guyonneau, commis d'architecte et directeur d'un club de jeunes. Élu de la majorité et par ailleurs membre de la commission « Urbanisme et hygiène », c'est en quelque sorte un réformateur en chef. En août 1965, il remet à Paul Roze, adjoint à la Jeunesse et aux loisirs, un rapport préconisant la création d'un « groupe technique » pour mener en deux ans une enquête sur les besoins et aspirations des jeunes d'Antony. Ce rapport recommande une réorientation radicale de la politique municipale, notamment au sujet de la MJC du grand ensemble prévue pour octobre 1967. Il souligne la nécessité de recruter et former des adultes pour assurer l'encadrement des jeunes, mais aussi l'urgence de repenser en profondeur les loisirs qui leur sont proposés, jugés trop restrictifs et sélectifs. Bref, comme Guyonneau le résume lors d'une réunion avec ses pairs, un tel « projet d'enquête » est guidé par « le souci de mettre entre les mains de la commission [...] un outil de travail valable⁵¹⁸ » qui ne se borne pas à l'application d'un programme politique ou à des arrangements entre élus.

517. Voir P. Clerc, *Grands ensembles...*, *op. cit.* et Christine Mengin, « La solution des grands ensembles », *Vingtième Siècle*, 64, 1999.

518. Archives communales d'Antony, série D, compte rendu de la réunion de la commission du 16 juin 1966. Sauf mention contraire, les archives citées dans cette partie proviennent de la même série de ce fonds.

Ainsi se forme, à partir de février 1966, une nébuleuse locale d'intermédiaires culturels qui vont rapidement endosser le rôle d'enquêteurs : jeunes institutrices, membres d'organisations de scoutisme, militants de la mouvance catholique sociale, animateurs, travailleurs sociaux apparaissent régulièrement dans les archives municipales de cette période, peu à peu rejoints par une poignée d'étudiants antoniens engagés à gauche ou à l'extrême gauche. Dès leurs premières réunions, le groupe s'accorde sur un « questionnaire » qui serait distribué en priorité dans le quartier du grand ensemble, en soixante exemplaires. Ils envisagent de confier la passation à l'inspecteur primaire et à des enseignants de la commune. Mais leur entreprise échoue : vingt-cinq questionnaires sont distribués et seulement treize remplis. Par ailleurs, des tensions commencent à miner le groupe, lorsque les jeunes qui ont l'intégré en cours de route s'opposent ouvertement au projet pharaonique – finalement enterré – voulu par le maire, de construction d'une piste de ski artificielle dans une zone en friche d'Antony.

Pour maintenir la cohésion du groupe et tirer les conséquences de l'échec de leur enquête, les réformateurs antoniens obtiennent le report du projet de piste de ski et partent vite en quête d'un « spécialiste » pour les épauler. Ils se demandent notamment comment poser des questions qui auraient du sens pour les sondés. Faute de crédits, ils optent rapidement pour la collaboration d'un « sociologue bénévole », comme le montrent les archives de leurs premières réunions. Ils n'auront pas à chercher bien loin : le 31 mars 1966, Guyonneau annonce au groupe qu'il a rencontré « un sociologue habitant Antony », du nom de Pierre Bourdieu. Ce « spécialiste » a accepté de revoir leur « questionnaire » et de leur faire quelques conseils techniques. Mais il en a aussi profité pour leur faire une proposition plus ambitieuse :

« M. Bourdieu estime que, les couches sociales d'Antony étant très diverses, une enquête importante pourrait être menée, et voire même financée par le district, elle pourrait servir éventuellement pour d'autres communes. Il faudrait pour cela que le premier travail de "préenquête" soit déjà fait. Ce premier travail permettrait à la municipalité de dégager des éléments d'information suffisants provisoirement pour l'orientation de sa politique de jeunesse. »

En juin 1966, Guyonneau présente devant la commission Jeunes et loisirs, au nom du groupe, les premiers résultats de l'enquête des réformateurs, en insistant sur les conseils bénéfiques du « spécialiste ». Il plaide en faveur d'une enquête plus approfondie, reprenant à la lettre les propositions de Bourdieu. Il avance des arguments qui justifient à ses yeux une collaboration étroite entre la municipalité et le sociologue :

« Lorsqu'on examine de près le problème que nous avons à résoudre, nous constatons que nous ne sommes pas suffisamment outillés pour le résoudre et qu'il est très ardu. Bien sûr nous pourrions faire un sondage, faudrait-il encore que nous soyons à même d'en interpréter les résultats. Il est bien évident que ceux qui ont la pratique de l'enquête profitent des expériences déjà faites et ont déterminé des méthodes. [...] nous pensons qu'une collaboration est indispensable. [...] nous ne pouvons pas continuer à œuvrer sans bases solides. Les jeunes auxquels nous avons fait appel risquent de nous juger sévèrement et, ce qui me semble plus grave, de se décourager faute de leur avoir fait des propositions valables et d'avoir déterminé avec eux les grandes orientations. [...] notre mission est aussi de préparer pour ceux qui prendront la relève un outil de travail sérieux et je suis convaincu qu'ils nous en sauront gré, d'autant plus que nous pourrions l'étendre au-delà de la jeunesse puisqu'il s'agit également des loisirs. »

Guyonneau détaille les avantages d'une collaboration plus étroite entre réformateurs et « ceux qui ont la pratique de l'enquête » : grâce au projet imaginé par Bourdieu, la mairie serait plus à même de trancher des questions urgentes et sensibles, telles que la destination de la future maison de jeunes du grand ensemble, la construction de nouveaux locaux socio-éducatifs et de terrains de jeux, le recrutement d'agents d'encadrement de la jeunesse, la création de nouvelles activités pour les jeunes et, *in fine*, la réorientation de la politique municipale sur la base des réalités observées auprès des habitants, au lieu de se fonder sur les projets des élus. L'intervention d'un sociologue est censée produire des savoirs utiles, mais aussi réduire la distance entre la mairie et les jeunes : l'enquête est explicitement conçue, selon Guyonneau, comme « une participation des futurs usagers », une « opération de sensibilisation et de dialogue » impliquant « qu'un sociologue devra travailler avec le groupe de travail constitué ». Un mois plus tard, Guyonneau écrit à Bourdieu pour lui confirmer l'accord

de la municipalité. Il lui propose un rendez-vous avec le maire et lui pour fixer les modalités de cette collaboration entre réformateurs et sociologues. Fin novembre 1966, Bourdieu écrit au maire pour préciser les grandes lignes d'un vaste projet :

« L'objectif de ce travail sera ainsi de constituer peu à peu un capital d'informations et d'études portant sur tous les aspects de la vie sociale de la commune d'Antony. Ainsi, j'ai d'ores et déjà prévu que tous les programmes de recherche du Centre de sociologie européenne portent partiellement sur Antony de sorte que votre commune devienne le terrain d'étude privilégié du [laboratoire]. »

Bourdieu liste plusieurs axes d'investigation : l'histoire du peuplement d'Antony (recherches bibliographiques, entretiens avec des responsables municipaux, traitement des recensements), ses jeunes (exploitation de données Insee, observation des groupements de jeunes), les loisirs (monographies des organisations de loisirs et questionnaires auprès de leurs membres, questionnaire auprès des lecteurs de la bibliothèque municipale, entretiens avec les bibliothécaires, étude des cinémas et ciné-clubs), la médecine populaire⁵¹⁹ (observation des relations entre les pharmaciens et leurs clients, monographie d'un dispensaire, enquêtes sur les habitudes médicales), les « problèmes scolaires » (monographies d'établissements, interviews de directeurs de crèches et d'écoles, d'assistantes maternelles) et, enfin, les « problèmes d'urbanisme ». Un autre volet, noyé dans l'ensemble et sans dimension prioritaire, porte sur « la délinquance juvénile (statistiques policières, scolaires, religieuses et d'état civil, cartes géographiques) ». Comme nous le verrons, il s'autonomisera progressivement, avant de devenir un sujet en soi.

*Un petit bout de l'« iceberg » :
de la « ville-pilote » au « terrain-pilote »*

La lettre de Pierre Bourdieu à Georges Suant scelle définitivement l'alliance entre sociologues et réformateurs. Le projet des uns prend ainsi le relais de l'enquête artisanale des autres, en réinterprétant les « problèmes » de ces derniers à l'aune d'intérêts proprement intellectuels,

519. Cet axe est en lien avec la recherche menée alors au CSE par Luc Boltanski, qui débouchera sur *Prime éducation et morale de classe*, Paris, Mouton, 1969, sans lien explicite avec le cas d'Antony.

qui sont ceux du CSE de la fin des années 1960⁵²⁰. Bourdieu reprend en partie, en les retraduisant largement, les attentes et la visée pratique d'hommes d'action désireux de s'appuyer sur des connaissances scientifiquement établies des réalités qu'ils entendent transformer. On entraperçoit ici un bout de l'«iceberg» dont parle Chamboredon en 2009. Dans sa lettre au maire d'Antony, Bourdieu multiplie ainsi les références à des «expériences» concrètes et immédiatement applicables qui seront proposées au terme de l'enquête. Au sujet des «problèmes d'urbanisme», il annonce par exemple «des expériences contrôlées menées en accord avec le ministère de l'Équipement et avec son aide telles que : création de lieux de réunion ou de distraction, ouverture de magasins ou de marchés, création de crèches, écoles maternelles, etc. ».

L'enjeu pour le sociologue consiste à tirer profit de la «commande» sans s'y soumettre intellectuellement, en imposant un cadre de travail et d'analyse proprement scientifique. Bourdieu ne se contente pas de présenter son programme, il demande au passage au maire de lui indiquer des informateurs et de mettre à disposition des employés municipaux pour le dépouillement des données des recensements. «Sous la direction des chercheurs du CSE», précise-t-il. Le choix des mots est important : il suggère la volonté de se ménager une marge d'autonomie, en attendant la remise d'un rapport à la fin 1967, contrepartie tangible de la collaboration avec les réformateurs locaux mais à travers laquelle les sociologues gardent la main sur le calendrier des opérations. L'autre enjeu de ces négociations est financier. On sait que, dans les années 1960, le CSE a bénéficié du soutien de hauts fonctionnaires pour l'obtention de fonds publics⁵²¹. Concernant l'enquête d'Antony, le financement passe avant tout par la municipalité. Un projet détaillé sur les jeunes, joint à la lettre de Bourdieu, estime à 20 000 francs (ce qui correspond aujourd'hui, en tenant compte de l'inflation, à 25 000 euros) la somme que la mairie doit déboursier. Sans doute pour s'assurer un soutien durable, le sociologue évoque la

520. Sur ce point, voir P. Pasquali, «Deux sociologues...», art. cit., p. 117.

521. Philippe Masson, «Le financement de la sociologie française : les conventions de recherche de la DGRST dans les années soixante», *Genèses*, 62, 2006, p. 120.

possibilité de recherches ultérieures « plus approfondies » tout en rappelant leur utilité pratique : « Ces recherches, dont les résultats seront immédiatement utilisables par la municipalité, permettraient d'ouvrir la voie à des travaux plus importants. » Plus qu'un sens des formules, c'est une capacité à s'ajuster aux attentes des réformateurs, et même à les devancer, qui est en jeu ici, en proposant plus et mieux que ce qu'ils exigent spontanément. C'est aussi l'indice d'une conjoncture où l'administration, les élus et les divers acteurs de la planification concèdent une certaine autonomie aux sociologues.

Quant au recours des réformateurs à ce sociologue-là plutôt qu'à un autre, il ne faut pas y voir un pur effet d'aubaine ou une heureuse coïncidence tenant à un mélange de proximité géographique, de relations interpersonnelles et d'affinités intellectuelles, même si ces éléments entrent en ligne de compte. Il se trouve qu'Antony était aussi la commune où a longtemps vécu et enquêté un pionnier de la sociologie urbaine, Paul-Henry Chombart de Lauwe⁵²². Ce chrétien progressiste, figure de la Résistance, avait d'ailleurs la double particularité de connaître les travaux des premiers sociologues de Chicago⁵²³ et d'animer des « recherches-actions » avec des enquêteurs non professionnels⁵²⁴. Son épouse, Marie-José, psychosociologue au CNRS et également figure de la Résistance, a soutenu à plusieurs reprises, dans les années 1970-1980, les candidats du PCF, opposés à Georges Suant, indétrônable depuis 1955 mais qui finira par perdre son siège en 1977 face au communiste André Aubry. Si l'on se fie aux archives et aux témoignages recueillis, le couple ne fut jamais sollicité. Il est donc difficile ici de mesurer le poids des proximités personnelles et politiques entre Bourdieu et la majorité municipale, mais on peut penser que ce dernier avait, à l'époque, du fait de ses positions proches

522. Voir Frédéric Dufaux, Annie Fourcaut, Rémy Skoutelsky, *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, Lyon, ENS Éditions, 2003, p. 85-86.

523. Voir Pascal Clerc, Jacquemine Garel, « La réception du modèle graphique de Burgess dans la géographie française des années 1950 aux années 1970 », *Cybergéo: European Journal of Geography* [En ligne], 58, consulté le 22 juillet 2014. URL : <http://cybergeo.revues.org/5332>; Jean-Pierre Frey, « Paul-Henry Chombart de Lauwe : la sociologie urbaine française entre morphologies et structures », *Espaces et société*, 103, 2001.

524. Thierry Paquot, « Récits de vie et conquête de soi : Henri Desroche et Paul-Henry Chombart de Lauwe », *Hermès*, 48, 2007.

de la gauche réformiste, de bonnes raisons d'intéresser un maire qui fut dans la même période membre du Parti socialiste autonome (PSA) puis du Parti socialiste unifié (PSU) – avant de rejoindre, la décennie suivante, les centristes puis la droite gaulliste.

La sollicitation de Bourdieu est donc loin d'être improbable, compte tenu de cette configuration locale particulière. Mais elle tient aussi, plus largement, à sa légitimité intellectuelle et à l'aura médiatique dont il jouit depuis la parution des *Héritiers* en 1964⁵²⁵. Pour les réformateurs antoniens, c'est ce nom-là et le laboratoire qu'il anime qui font sens pour mener une enquête sur l'éducation et la culture, thèmes qui sont centraux à la fois pour la municipalité et dans les recherches du CSE, beaucoup plus que les « problèmes d'urbanisme ». Les convergences sont suffisamment évidentes, aux yeux des élus, pour que, dès la rentrée 1966, la collaboration entre réformateurs et sociologues soit annoncée en grande pompe par l'adjoint à la Jeunesse dans le bulletin municipal officiel, organe de la mairie d'Antony :

« Il est indispensable que dans toute la mesure du possible les réalisations actuelles fassent partie d'un plan d'ensemble étalé sur plusieurs années. Pour être valable, ce plan doit tenir compte de l'évolution démographique, des besoins actuels et futurs et surtout de ce que peuvent désirer les jeunes eux-mêmes puisqu'ils sont les premiers concernés. C'est pourquoi nous sommes en train de mettre en place une vaste enquête qui donnera aux jeunes l'occasion d'exprimer leurs préoccupations et aux responsables municipaux de bâtir sur des bases solides et sérieuses. »

Ce passage est entouré au stylo rouge, sans doute par Chamboredon, dans l'exemplaire qui figure dans les archives de l'enquête. Car c'est à partir de ce moment-là qu'il devient la cheville ouvrière d'un projet en phase avec ses propres recherches sur les définitions sociales de la jeunesse, thème du texte qu'il vient tout juste de publier dans *Le Partage des bénéfices*⁵²⁶. Bourdieu lui confie ainsi la conduite de l'enquête et la gestion des rapports avec le groupe de réformateurs, se bornant à partir de là à le conseiller, à le relire et à entretenir de

525. Voir Philippe Masson, « Premières réceptions et diffusions des *Héritiers* (1964-1973), *Revue d'histoire des sciences humaines*, 13, 2005.

526. « La société française et sa jeunesse », réédité in *Jeunesse et classes sociales*, op. cit., p. 43-60.

bonnes relations avec le maire, notamment pour négocier des financements supplémentaires et présenter le bilan des travaux effectués. Les courriers adressés à la municipalité sont souvent pré-écrits par Chamboredon, puis signés par Bourdieu avec quelques corrections formelles. Cette division du travail est actée publiquement en décembre 1966, à l'issue d'une réunion à la mairie d'Antony entre le maire, les élus de la commission Jeunes et loisirs, Bourdieu et Chamboredon. Ce jour-là, le maire déclare «se [réjouir] que la ville d'Antony ait été retenue pour servir de terrain-pilote à une enquête de cette envergure et propose de mettre à la disposition de MM. Bourdieu et Chamboredon des informateurs qui, dans la phase initiale, seront d'un précieux concours». La «ville-pilote» des réformateurs devient ainsi un «terrain-pilote» pour les sociologues.

Bourdieu et Chamboredon veillent ensemble à impulser une dynamique collective, en invitant certains membres du CSE, à l'instar d'Olgierd Lewandowski et Michel Pialoux, à participer à l'enquête et en orientant vers Antony des étudiants inscrits en thèse de troisième cycle. Ainsi, Gabrielle Balazs, qui dépose en octobre 1966 un projet de thèse dirigé par Bourdieu sur les maisons de jeunes à Fontenay-aux-Roses, se voit suggérer par Chamboredon de rejoindre l'expérience antonienne. Sur la version manuscrite préparatoire, celui-ci écrit: «projet raisonnable. – possible (sur Antony?) à moins que facilités spéciales sur Fontenay – ou les 2⁵²⁷». S'il est difficile de cerner le rôle exact des noms qui reviennent de loin en loin dans les archives, il en est un qui est plus simple à identifier et qui deviendra central à partir de 1967: celui de Madeleine Lemaire, à laquelle Chamboredon propose de s'associer. S'ils se sont peu connus durant leurs années à l'université de Lille, ils se sont croisés plusieurs fois au CSE, où elle mène alors, sous la direction de Bourdieu, une enquête sur le grand ensemble du Plateau, à Creil, dans l'Oise, commencée en 1966 et achevée au printemps 1967.

Recrutée comme vacataire au CSE, Lemaire mène seule cette recherche réalisée à la demande d'une association de copropriétaires du domaine des Haies, dont fait partie Jean Lallot, ami et condisciple

527. Fonds CSE, archives de l'enquête d'Antony, désignés ci-après Archives JCC-CSE.

de Chamboredon à l'ENS Ulm, chrétien de gauche et lié personnellement à Bourdieu, dont il fut l'élève au lycée de Moulins⁵²⁸. Ce futur grammairien souhaite que des sociologues apportent un « regard extérieur pour améliorer la cohabitation entre voisins » du tout nouveau grand ensemble où il vient d'emménager⁵²⁹. Le travail de Lemaire donne lieu, en octobre 1967, à un rapport intitulé « La vie sociale dans un grand ensemble⁵³⁰ ». À partir de questionnaires et d'entretiens auprès d'habitants, elle formule « des hypothèses qui pourront servir de base à une enquête ultérieure ». De fait, ce sont les réalités qu'elle observe à Creil qui, comme elle l'explique en 2009, ont convaincu Bourdieu et Chamboredon de la nécessité d'une recherche plus poussée à Antony : « à force de dire en séminaire [du CSE] que ce que racontaient les habitants contredisait le discours ambiant, ils se sont dit : "y a quelque chose à faire, ça vaut peut-être le coup"⁵³¹ ». Elle découvre ainsi à Creil ce qui deviendra vite le fil directeur de son article avec Chamboredon : si beaucoup d'habitants évoquent un « malaise » dans la vie du grand ensemble, c'est que la proximité des membres des classes populaires indispose ceux des classes moyennes ou supérieures, suscitant chez les uns et les autres la nostalgie ou le désir d'un entre-soi social. Une fois achevé son terrain picard, en effet, Lemaire rejoint Chamboredon à Antony. Début 1967, le binôme est formé. L'enquête peut commencer.

Un binôme sociologique au travail : Chamboredon et Lemaire à Antony (1967-1969)

En arrivant à Antony, Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire disposent déjà d'une feuille de route, dont la lettre précitée de Pierre Bourdieu au maire donne un aperçu. Elle comprend trois

528. Voir Jean Lallot, « Pablo », in Gérard Mauger (dir.), *Rencontres avec Pierre Bourdieu*, Belle-combe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2005, p. 25-30.

529. Conversation informelle avec Jean Lallot, 9 mai 2011.

530. Pour plus d'informations sur les divers rapports de recherche évoqués dans ce chapitre, voir P. Pasquali, « Deux sociologues... », art. cit., p. 125-126.

531. Entretien avec Madeleine Lemaire réalisé à son domicile, le 22 avril 2009.

axes prioritaires : le peuplement de la commune, le groupe des jeunes et les loisirs. Une première phase de l'enquête est censée aboutir en octobre 1967. Le binôme doit donc aller vite. À ce stade, ni le grand ensemble ni la délinquance juvénile ne constituent des objets spécifiques. Ils vont le devenir au fil des expériences sur le terrain, à travers lesquelles les sociologues s'éloignent peu à peu de la commande initiale, mais sans perdre le contact avec les réformateurs locaux, qui sont pour eux de précieux alliés.

*Les métamorphoses de l'enquête :
de l'animation culturelle à la délinquance juvénile*

Le 31 janvier 1967, à la mairie d'Antony, Chamboredon rencontre Guyonneau et les autres membres du groupe Enquête. Il les écoute présenter les clubs, associations et lieux culturels locaux, note minutieusement les noms et coordonnées de chaque personne à contacter, dont la liste figure sur plusieurs feuilles volantes dans les archives de l'enquête : un prêtre, un responsable d'un centre d'éducation populaire, des responsables d'organisations de scoutisme, des travailleurs sociaux, etc. L'idée, écrit Chamboredon dans une note manuscrite, est d'avoir « un correspondant par quartier pour couvrir toute la ville ». Le grand ensemble n'est pas envisagé de façon isolée mais comme une zone à l'intérieur d'un espace local structuré par une histoire et une morphologie sociales particulières. Si cette zone intéresse tant les sociologues, c'est qu'elle concentre la majorité des jeunes antoniens, en des proportions qui dépassent celles observées ailleurs en région parisienne. Mais c'est aussi là qu'ont lieu les principales opérations d'aménagement urbain et de construction d'infrastructures socioculturelles. Ils ont donc la possibilité d'observer sous leurs yeux des changements rapides et leurs conséquences immédiates, à la façon d'une expérience en laboratoire.

Dans un préprojet rédigé en 1966 par Bourdieu, à l'attention du maire, il n'est évidemment pas question de Chicago, mais de « l'histoire du peuplement d'Antony » depuis 1945. Cependant, ce point est d'emblée mis en relation avec les « indicateurs d'anomie » (divorces, suicides, délinquance) en fonction des zones de la commune. Mais, dans cette première phase où l'enjeu, pour Chamboredon et Lemaire,

se limite à «répondre» à la commande de la mairie, l'enquête est focalisée sur le «problème de l'animation culturelle», thème d'un rapport de vingt-sept pages qu'ils remettent à la municipalité en novembre 1967. Ce document synthétise, sans arborer une ligne théorique consistante, les résultats de plusieurs «préenquêtes» fondées sur divers matériaux : «interviews» de responsables de clubs de jeunes, analyse de la presse associative et de la documentation des lieux culturels, dépouillement des fichiers d'adhérents et des dossiers scolaires d'un collège technique, analyse des statistiques policières des délits. Enfin, et surtout, le rapport s'appuie sur un grand nombre de tableaux fournis par l'Insee au sujet de la commune et de chacun de ses quartiers, que les sociologues se réapproprient à travers de multiples tris et calculs comparatifs faits à main levée sur des feuilles volantes.

Centré sur le rôle des rapports de classe et de l'institution scolaire à la fois dans les divisions sociales de la jeunesse et dans la physiologie de l'offre culturelle locale, ce rapport se contente de reformuler, preuves empiriques à l'appui, les termes du problème posé par les élus. Chamboredon et Lemaire montrent que «la» jeunesse – à Antony comme ailleurs – ne forme pas un groupe homogène. Ils suggèrent aussi des pistes d'application pour changer la politique municipale. Les équipements de loisirs, selon eux, devraient être davantage pensés en fonction des goûts et des modes de vie des classes moyennes et populaires, au lieu de s'adresser implicitement aux classes aisées. Puisque la définition des loisirs varie selon les catégories sociales, les «activités nobles» ou scolaires proposées par la ville et par les associations ne peuvent qu'intéresser majoritairement ceux qui disposent déjà d'un capital culturel élevé. Ils recommandent donc le rééquilibrage des loisirs collectifs en faveur des jeunes travailleurs, et une distinction plus claire entre activités «sérieuses» (cours, ateliers de théâtre) et activités «de distraction» (bals, fêtes).

Ce n'est qu'à partir de l'automne 1967 que Chamboredon et Lemaire se consacrent pleinement au grand ensemble, à travers plusieurs études qui mêlent entretiens, observations, statistiques et archives. Ces matériaux leur permettent de mieux comprendre l'attribution de logements sociaux et l'accession à la propriété, les rapports de voisinage, les modes de vie et les pratiques culturelles des habitants, ou encore,

bien que de façon encore marginale, l'encadrement et le suivi des jeunes faisant l'objet d'une mesure de surveillance ou ayant commis des délits. Cette deuxième phase de l'enquête fait un pas de côté par rapport à la précédente : les loisirs juvéniles ne sont plus qu'un aspect parmi d'autres de « l'intégration », au sens durkheimien, des jeunes, de leur famille et, plus largement, de l'ensemble des classes sociales sur la scène locale. Les jugements, ordinaires ou officiels, à l'égard des jeunes intéressent beaucoup les sociologues, tout comme les rapports aux institutions (scolaires, culturelles, judiciaires, etc.). Cette nouvelle problématique aboutit, en mars 1969, à un second rapport intitulé « Problème des jeunes à Antony ». Beaucoup plus théorique et approfondi (128 pages) que le précédent, il contient la majorité des données qui seront utilisées dans « Proximité spatiale et distance sociale ». La délinquance juvénile y est aussi abordée, en quelques pages, comme un cas parmi d'autres de « cursus » déviants en termes scolaires, culturels et familiaux.

Cette deuxième phase de l'enquête marque aussi un tournant méthodologique. Si dans « Proximité spatiale et distance sociale » les statistiques sont au premier plan et la plupart des extraits d'entretiens cités en notes de bas de page, les archives montrent que les deux sociologues ont réalisé une recherche beaucoup plus ethnographique qu'elle n'en a l'air. On trouve ainsi, dans les archives du CSE, des notes d'observation, des fichiers de police et des dossiers de juges pour enfants, des entretiens approfondis (« interviews », dans le langage de l'époque) retranscrits sur-le-champ à la main et, j'y reviendrai, des cartes géographiques inutilisées dans les publications tirées de l'enquête. Ces choix de méthode, nous le verrons, sont en partie liés à une lecture intensive des analyses écologiques américaines. Mais ils sont bien plus étroitement issus de la lecture collective du *Guide d'étude directe des comportements culturels* de Marcel Maget (publié en 1962, mais l'auteur évoque dans l'avant-propos une première version datant de 1945). Celui-ci défendait une ethnographie rigoureuse englobant toutes les techniques d'enquête sans exception et attentive aussi bien aux appartenances locales qu'aux dimensions spatiales des phénomènes sociaux. Référence invisible dans les publications issues de l'enquête d'Antony, Maget figurait déjà en bonne

place dans *Le Métier de sociologue* et il le restera dans le panthéon intellectuel de Chamboredon⁵³². Revenant à la fin de sa carrière sur ses débuts en ethnologie, Bourdieu a, pour sa part, salué en lui un « formidable antidote hyperempiriste à la fascination qu'exerç[aient] alors les constructions structuralistes de Claude Lévi-Strauss⁵³³ ».

C'est donc autant sous l'effet de ces lectures que par la dynamique même de l'enquête, que l'approche initiale des sociologues, par quartiers, glisse vers le grand ensemble, puis de cette zone vers la question de la délinquance juvénile. Les notes ethnographiques⁵³⁴, inutilisées par la suite, que prend Lemaire en octobre 1967 lors d'une visite à la MJC du grand ensemble qui vient juste d'ouvrir, sont particulièrement évocatrices de cet entremêlement des objets :

« 9 h du soir. Les jeunes sont réunis dans la grande salle, la TV marche, cela forme des petits groupes épars dans toute la salle, certains jouent aux cartes, d'autres sont au bar et d'autres regardent la TV. Assez animé. [...] On entend tout à coup de la musique "yé-yé", qui vient de dessus. Le Directeur annonce alors que là-haut il y a [...] des jeunes aux cheveux longs [qui] sont venus avec leurs disques et ont demandé s'ils pouvaient les écouter et danser; le Directeur a interdit la danse mais leur a prêté son pick-up et les a installés dans une salle insonorisée. [...] Une fille: "si tu espères récupérer ton pick-up, avec eux il faut s'attendre à tout". Le Directeur: "oh mais je surveille la sortie". Une fille: "mais ton pick-up risque de se volatiliser, ils ont peut-être besoin d'une pièce". [...] Le Directeur me dit aussi que Dédé le brun, celui qui avait promis de tout casser le jour de l'ouverture est déjà venu deux fois, qu'il n'a rien fait de tel et qu'il a même demandé à prendre des leçons de solfège. »

Après avoir consigné ces observations où la question des loisirs juvéniles se mêle spontanément, aux yeux de ces animateurs du moins,

532. Jean-Claude Chamboredon, « Marcel Maget et l'ethnographie des sociétés paysannes », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, 11, 1989.

533. Pierre Bourdieu, *Esquisse pour une autoanalyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004, p. 81. Au-delà de ce manuel, notons que Bourdieu, dès 1962, dans son article « Célibat et condition paysanne », publié dans *Études rurales*, mobilisait Maget pour montrer l'importance des conversations, observations, jugements et « ragots » qui circulent dans les petits groupes d'interconnaissance villageois, à travers lesquels se font non seulement les réputations, mais aussi les alliances (ou mésalliances) sociales et matrimoniales.

534. Archives JCC-CSE, notes d'observations de Madeleine Lemaire, 20 octobre 1967. Les matériaux de l'enquête cités dans les pages qui suivent proviennent tous de ce fonds.

à celle de la délinquance, Lemaire écoute des jeunes se plaindre de leur vie dans le grand ensemble :

« C'est mort, il n'y a rien ici, c'est désert, sinistre, tous ces bâtiments c'est affreux, ce sont de vraies cages à lapins. Pour sortir, il faut aller à Paris et c'est pas facile pour revenir. Une fille : "vraiment je ne me plais pas ici, je regrette d'habiter ici". »

En fin de soirée, Lemaire écoute une bande d'adolescents en train de discuter de l'ambiance qui règne dans ce lieu encore tout nouveau pour eux :

« Un garçon : "oh, on ne pouvait même pas danser!". Une fille : "mais ici c'est pas un club de danse, c'est une maison de jeunes et de la culture" (insiste beaucoup sur le mot culture). Le garçon : "ah oui, culture!!!" »

Dans cette deuxième phase de leur recherche, Chamboredon et Lemaire multiplient par ailleurs les entretiens approfondis, eux aussi peu visibles dans les articles, auprès de responsables du suivi des jeunes du grand ensemble connus pour des actes de déviance ou des faits de délinquance. Dans ces entretiens, dont les archives contiennent les retranscriptions manuscrites faites à deux, le binôme écoute ces professionnels raconter leur parcours, évoquer les tâches, les règles et les terminologies propres à leur métier, leurs relations avec les autres institutions, les différents « profils » de délinquants, les quartiers où ils interviennent et le type de familles qu'ils sont amenés à rencontrer. Quelques extraits de ces entretiens, brièvement résumés ou coupés au montage lors de la rédaction des articles, permettent de saisir les raisons qui conduisent les sociologues à resserrer la focale de leur enquête :

« Chez les délinquants, l'âge ingrat se traduit par la délinquance. Y'en a avec qui on ne réussit pas. Ça tient à un milieu, à lui. Grand ensemble, vols 12-14 ans, se trouvent l'un l'autre à voler. Après, des histoires de mœurs pas très graves, à 15-16 ans. C'est facilité par le grand ensemble mais ça existe aussi ailleurs. On a collé dans le grand ensemble tous ceux qui étaient entassés dans Paris, se sont retrouvés, regroupés par petites bandes. Vols de cyclomoteurs, vols de caves. Chapardage : petit vol, Prisunic. [...] Surtout arrive quand c'est commis par des mineurs plus âgés, bande de lycéens. Fugue : pas un délit, vagabondage. » (Entretien avec un juge pour enfants)

« Dans le grand ensemble, il y a des rues qui sont très connues et même des numéros. On a mis des familles à problèmes ensemble, dans le même coin, la rue de la Caspienne par exemple il n'y a que des relogés, des familles nombreuses, ils vivaient avant dans des taudis et il y a des familles où ils sont délinquants de père en père, pour ne pas dire de père en fils. Beaucoup échappent à la police, on en connaît qui viennent nous raconter ce qu'ils font, ils ont confiance en nous et on essaye d'arranger l'affaire sans les donner à la police. Il y a des tout jeunes qui volent dans les caves, une fois ils avaient même un pistolet! [...] Rien que pour la rue de la Caspienne, il faudrait un éducateur! Sur le plan des relations de voisinage il y a beaucoup à faire, des injures, ça devient même souvent violent et il faut l'arrivée de la police. [...] Parmi les délinquants, il y en a qui vivent le vol comme une juste répartition [...]. Ils ont une notion de la justice très aiguë, voler un copain n'est pas admis, ce sont des révoltés. Pour moi le délinquant, c'est pas celui qui a commis un délit, il y en a qui le sont en puissance. Le délinquant, c'est celui qui a une structure psychologique bien particulière, c'est un psychopathe, qui a un moi très faible, une absence de surmoi et une absence d'angoisse. Il vit vraiment dans l'instant. » (Entretien avec une éducatrice spécialisée)

« On ne fait d'appréciation personnelle que dans l'enquête sociale où se trouve une question qui nous demande ce qu'on en pense. Cela peut aider le juge. On dit par exemple: "le garçon est valable, ce qu'il a fait est grave mais...", ou au contraire "le garçon est un truand". Pour les jeunes voyous, c'est un terme employé par nous, on appelle une certaine ronde la "ronde des J.V.", c'est une ronde le soir où on raffe tous les jeunes gens. C'est un jeune voyou s'il ne travaille pas et s'il est connu de nous. C'est un terme qu'on employait couramment, maintenant on parle des Beatles, des beatniks. Les blousons noirs on n'en parle plus [...] Maintenant il n'y a plus la vogue du blouson noir mais c'est pareil, avant la mode c'était d'avoir un blouson noir avec une tête de mort dessinée derrière, des chaînes de vélo, gros ceinturon. [...] Pendant la guerre c'était les J3, maintenant c'est les Beatles, types aux cheveux longs, tenue négligée, sale, ça signifie les emmerdeurs. » (Entretien avec un policier de la brigade des mineurs)

Le pittoresque de ces anecdotes et de ce vocabulaire aujourd'hui obsolète ne doit pas faire oublier que, sur le moment, ce sont pour les sociologues des matériaux de première main qui prennent tout leur sens une fois mis en relation avec les tris statistiques îlot par îlot qu'ils effectuent parallèlement et, surtout, avec les fiches de police et les dossiers d'un juge pour enfants, à partir desquels ils reconstituent les biographies de jeunes délinquants. Chaque cas mentionné

dans les fiches de police est résumé sur une feuille volante puis situé par rapport aux autres en fonction de l'âge, du délit, de la date du premier réquisitoire et de la condamnation. Ce matériau, dont on trouve quelques traces dans « La délinquance juvénile », sert ensuite à analyser, à partir d'un corpus représentatif (contrôlé par un échantillon de référence, tiré du recensement), les champs lexicaux que les policiers tendent à utiliser spontanément en fonction de l'origine sociale et du sexe des mineurs. Par exemple, sur le thème « caractères et opposition aux parents », Chamboredon et Lemaire ont dessiné à main levée des arbres lexicaux pour identifier des régularités, exprimées en pourcentages, dans le vocabulaire des policiers. La critique de la neutralité des institutions répressives, qui sous-tend cette technique d'objectivation, se retrouve ailleurs. Par exemple, dans ces remarques que Lemaire ajoute en marge de sa retranscription d'un entretien avec un responsable de la brigade des mineurs :

« Protection des mineurs qui est en fait une fausse protection, une façade derrière laquelle on s'aperçoit en fait que les moindres faits sont conservés même s'il n'y a pas eu de condamnation, tout le passé sert pour le présent. [...] en fait se mêle tout un jugement global sur la famille, ses valeurs, etc. »

Les dossiers de la justice pour mineurs font l'objet de traitements similaires. Mais les sociologues s'en servent essentiellement pour reconstituer des biographies individuelles, chacune représentée sous la forme de frises chronologiques résumant en détail tous les événements concernant la scolarité, la vie familiale et la nature des délits de chaque « cas ». Les champs lexicaux sont, ici aussi, étudiés de près et quantifiés pour repérer des variations selon le sexe et l'origine sociale, mais aussi selon le contexte familial et le parcours scolaire du mineur. Ces comptages, échantillonnages et tableaux établis au stylo sur des feuilles volantes semblent relever aujourd'hui d'un mode de production artisanal, antérieur aux progrès de l'informatique. Pourtant, nombreux sont les annotations et commentaires intermédiaires qui dénotent une rigueur méthodique. On voit, de temps en temps, noyée au milieu d'une série de pistes raturées et de tests non concluants, telle hypothèse surgir de ces statistiques manuelles qui seront ensuite mises au propre, vérifiées et harmonisées dans les

publications savantes. Ainsi, au terme d'un petit comptage, Chamboredon formule une idée qu'il reprendra telle quelle dans son article :

« Prouve que pour les B.C. [basses classes] c'est l'appartenance sociale qui donne chance d'être enregistré comme délinquant alors que pour C.M. [classes moyennes] les raisons intrinsèques, déviance vraiment compte plus. »

Les fiches de police (296 au total) sont codées et mises en série par les sociologues, avec l'aide de collaborateurs techniques du CSE. Les traitements statistiques qu'ils en font ensuite sont le fruit d'un important travail de codage, réalisé ensemble à partir d'un dictionnaire de vingt-quatre variables établi par leurs soins, comprenant 120 modalités. Il serait fastidieux de décrire toutes les étapes par lesquelles ils passent, des données brutes aux regroupements et reformulations de leurs items, avant d'en arriver à des tris croisés systématiques, à la façon des « variations concomitantes » des sociologues durkheimiens. Un détail retient toutefois l'attention : à la fin du plan de codage, une variable « quartiers » a été ajoutée après-coup au stylo, par Chamboredon, avec une modalité « grand ensemble ». Comme si, peu à peu, l'enquête se resserrait sur cette zone-là et tendait à se spatialiser davantage. En témoigne la présence, dans les archives de l'enquête, d'une carte grand format produite par les services techniques municipaux, où est représenté à l'échelle 1/10 000 le territoire de la commune, sur laquelle les sociologues ont laissé des marques au stylo et au crayon.

En s'aidant d'un inventaire des îlots de l'Insee, les sociologues ont tracé en rouge des frontières distinguant onze zones au sein du territoire communal, chacune étant dénommée par une lettre de A à K. Pas de « *loop* » ici, ni de « cercles concentriques » chers aux premiers sociologues de Chicago. On note cependant, sur la carte, des hachures au crayon rose représentant des zones de transition entre les quartiers de la ville les plus différenciés socialement et architecturalement. Plusieurs points, croix et cercles ont été rajoutés au stylo noir, certaines rues et places coloriées, sans doute pour localiser des affaires de délinquance entendues en entretiens ou consignées dans les fiches de police et les dossiers de justice. On remarque un maximum de points noirs au sud de la commune, là même où se

trouve le grand ensemble, dans le quartier du Noyer doré, non loin de la gare des Baconnets, inaugurée en 1969, par laquelle les habitants rejoignaient Paris par la « ligne de Sceaux », au temps où le RER B n'existait pas encore. Deux autres zones ne sont pas signalées dans la carte originale, mais entourées et désignées par les sociologues : l'une, sur laquelle Lemaire a écrit « genre bidonville », est située près du canal de la Bièvre ; l'autre, où elle a rajouté « cité d'urgence », jouxte le parc Heller.

En « zoomant » sur les dynamiques, les pratiques et les relations d'enquête qui conduisent Chamboredon et Lemaire à s'éloigner de la commande initiale, centrée sur l'animation culturelle, pour focaliser leur recherche sur le grand ensemble puis sur la délinquance juvénile, on comprend, ainsi, que c'est sur le terrain que la « construction d'objet » commence à se faire, et non après-coup, au moment de rédiger. On voit aussi, à travers des indices qui ne figurent que dans les archives, en quoi le contexte local de l'enquête (une ville et un terrain « pilotes » qui se prêtent à toutes les expérimentations, savantes comme politiques) et la manière de la pratiquer (irréductibles aux références bibliographiques explicites) pouvaient bien donner aux sociologues l'impression de jeter les bases d'une « conversation » à distance avec ce qu'ils pouvaient percevoir plus ou moins vaguement d'une tradition de Chicago en train de se créer de l'autre côté de l'Atlantique. Au-delà des emprunts explicites ou implicites qu'on peut déceler dans les publications, la circulation transnationale des idées n'est donc pas forcément le fruit d'un contact direct, conscient et délibéré entre savants. Elle doit beaucoup plus à la dynamique même du déroulement d'une enquête, et la part de contingence qu'elle comporte toujours échappe non seulement aux lecteurs d'une œuvre, mais aussi en partie à ses auteurs. C'est exactement ce que découvrent Chamboredon et Lemaire en mai-juin 1968.

*Les effets de Mai 68 sur l'enquête :
contingence historique et aléas biographiques*

Pour la plupart des Français, les mois de mai et juin 1968 renvoient d'abord aux grèves et manifestations massives. Pour nombre de sociologues aussi, surtout ceux du CSE, où Pierre Bourdieu lance le

12 mai une pétition retentissante en soutien aux mobilisations, qui recueille plus d'une centaine de signatures. Il impulse aussi un travail collectif de production et de distribution de petits dossiers ronéotés synthétisant sur une quinzaine de sujets les recherches menées autour de Passeron et lui⁵³⁵. La rupture avec Aron, fondateur et directeur officiel du laboratoire, est alors aussi profonde qu'irréversible. Mais, pendant ce temps, à Antony, l'enquête continue. Si Chamboredon et Lemaire participent aux temps forts de la mobilisation, ils restent complètement investis sur leur terrain banlieusard. Alors que, partout ailleurs, le temps est suspendu, leur recherche tend même à s'accélérer, à la faveur de circonstances inattendues qui font rejaillir les « événements » nationaux sur la scène locale.

Pour analyser le peuplement du grand ensemble et la délinquance juvénile, Chamboredon et Lemaire adoptent, on l'a vu, une approche territorialisée qui, au plan statistique, implique de ne pas se fonder sur des échantillons tirés au hasard, comme c'est alors l'usage. L'originalité de leur enquête réside justement dans la construction de données au plus près des carrières résidentielles et délinquantes, biographiques d'une part, localisées îlot par îlot, parfois immeuble par immeuble, d'autre part. Pour ce faire, seules les fiches nominatives du recensement de 1968, croisées avec celles de la police et de l'assistance éducative, le permettent. C'est aujourd'hui impossible : les mairies ne peuvent conserver sur aucun support les données du recensement, anonymisées ensuite dans le fichier informatisé des statisticiens, et doivent renvoyer obligatoirement les fiches nominatives à l'Insee dans les dix jours suivant la collecte. L'accès aux données du recensement était, déjà à l'époque, strictement encadré. Sur consigne du ministre de l'Intérieur Christian Fouchet, les préfets avaient ordonné aux maires de respecter strictement les règles de communication des données, par une circulaire datée du 5 mars 1968.

La possibilité pour les sociologues d'accéder à ces fiches individuelles est le fruit d'une double coïncidence. D'une part, 1968 est l'année du nouveau recensement de l'Insee. Des données fraîches

535. Voir le dossier « La Sorbonne par elle-même », *Le Mouvement social*, 64, 1968, p. 301-302 et 314-318.

peuvent ainsi être comparées à celles de 1954 et 1962. Ils font donc de nombreux décomptes à main levée pour tel ou tel immeuble, là où ils avaient effectué leurs observations et leurs entretiens. En 2000, lors d'un séminaire organisé autour de leur article, Chamboredon et Lemaire parlent de cette partie de l'enquête comme d'une « chance » inouïe⁵³⁶. D'autre part, ils tombent à pic car le dépouillement du recensement survient au moment où le pouvoir politique et l'administration vacillent face aux mobilisations. En mars 1968, Chamboredon avait déjà sollicité le maire pour qu'il facilite l'accès aux données de l'Insee, notamment pour obtenir des cartes et des tableaux tirés du recensement⁵³⁷. Il avait aussi négocié l'aide d'employés municipaux pour le dépouillement des données du recensement à venir, et l'accès aux dossiers de demande d'aide au logement. Les bonnes relations avec la municipalité et la désorganisation des services publics d'État, en mai-juin 1968, permettent aux sociologues, en contournant la réglementation en vigueur, de transcrire sur des fiches de codage les informations consignées dans les fiches du recensement avant leur transmission à l'administration centrale. En 2009, Chamboredon revient en entretien sur cette heureuse coïncidence :

« Je me souviens qu'en 68, pendant les mouvements de grève, les questionnaires du recensement sont arrivés à la mairie d'Antony, et on a pu échantillonner à notre guise dans les piles de questionnaires. On a pris les paquets en échantillonnant les immeubles, ce qui permettait de saisir des relations : c'est un peu comme si vous enquêtez sur les gens d'un bus plutôt que sur des passants éparés. »

Lemaire se rappelle, elle aussi, cette période où « beaucoup de choses sautaient », et pas seulement les obstacles pour accéder aux données de l'Insee. Elle garde en mémoire l'ambiance qui règne alors au CSE, les petits dossiers distribués dans les couloirs de la Sorbonne et la pétition lancée par un Bourdieu selon elle plutôt « en retrait » politiquement jusque-là, mais qui, subitement, prenait publiquement position. Engagée depuis la guerre d'Algérie dans la mouvance de

536. Communication au séminaire « Les enjeux de la mixité », organisé par Marie-Hélène Bacqué et Jean-Pierre Lévy, École d'architecture de Paris-La Défense, Nanterre, 21 mars 2000.

537. Archives CSE-JCC, lettre de Chamboredon à Suant, 21 mars 1968. Les informations contenues dans ce paragraphe proviennent toutes de cette source.

l'UNEF, elle raconte s'être d'emblée sentie en phase avec les mobilisations étudiantes, contrairement à Chamboredon, beaucoup plus éloigné qu'elle des groupuscules gauchistes qui tiennent alors le haut du pavé. L'un comme l'autre ont oublié d'autres retombées de mai-juin 1968 sur leur enquête à Antony, dont les archives ont conservé la trace. Entre autres exemples, une liasse de documents (brochures militantes, textes revendicatifs, synthèses historiques, rapports juridiques, etc.) mérite attention. En grande partie produits à l'occasion des Assises nationales des personnels de l'éducation surveillée, organisées à Vaucresson du 24 au 28 juin 1968⁵³⁸, au cours desquelles eurent lieu de vifs débats entre éducateurs, assistantes sociales, juges pour enfants, avocats, psychologues et sociologues désireux de promouvoir des alternatives aux dispositifs répressifs et hiérarchiques en vigueur à l'époque, ces documents recueillis par le binôme ont sans doute servi à étoffer les passages de « La délinquance juvénile » sur l'histoire des institutions d'encadrement, de répression et de protection des mineurs délinquants. Rien ne dit que les sociologues étaient présents ce jour-là, mais cette documentation a, semble-t-il, permis de cibler davantage les enquêtes et les questions à leur poser, dans la nouvelle vague d'« interviews » réalisées par le binôme entre juillet et octobre 1968.

Au-delà, c'est dans la tonalité générale de l'article paru en 1971 qu'on retrouve un air du temps où, à travers la question de la délinquance juvénile, il allait de soi pour de plus en plus de professionnels de mettre en cause toutes les institutions disciplinaires et répressives inventées avant 1968, renvoyées en bloc à un âge révolu. Chamboredon, dans « La délinquance juvénile », n'est pas dans une logique de dénonciation, mais son propos est loin d'échapper à cette conjoncture politique. Une autre illustration, tout aussi évocatrice, se trouve dans les incidences qu'a eues Mai 1968, à moyen terme, sur le binôme d'Antony. En l'occurrence, Lemaire décide, fin 1969, de quitter la sociologie et le CSE pour devenir institutrice en maternelle. Ce choix est directement lié à son expérience de mai-juin 1968, comme elle l'explique

538. Ces assises auront par la suite d'importants effets sur les institutions et les pratiques dans ce secteur, voir *Le Perce-muraille*, bulletin du syndicat FSU de la PJJ, 32, mai 2008 (numéro spécial sur Mai 1968).

en entretien en 2009 : « Après 68, je me suis dit que, comme boulot, la maternelle c'était très bien, y a pas de programme, donc je me suis servie de ce que je savais, de Bourdieu qui disait : "on a le bac au berceau"... alors moi, les enfants, quand ils dormaient, je leur passais de la musique en disant : "c'est du Bach, c'est du Bach !" ». Comme ça, quand leurs profs en parleront plus tard, ils sauront ! » Elle insiste aussi sur son besoin de cohérence : « au CSE, on se moquait beaucoup des classes supérieures, mais sur bien des points, quand il le fallait, certains faisaient pareil ! » Il n'y avait pour elle rien de très anormal, du reste, à changer de voie dans une époque de « plein emploi » où, estime-t-elle, les carrières scientifiques n'étaient pas encore marquées par la course aux publications : « y avait pas la hantise de faire plein d'articles, comme aujourd'hui, c'était accessoire, en tous cas pas nécessaire. Quand on faisait un article, c'était une somme, un bilan, parce qu'à côté y avait une grosse production de documents internes, moins construits, qui circulaient juste entre nous. »

C'est ainsi que, après avoir mené durant trois ans l'enquête avec Chamboredon et coécrit avec lui l'article sur les grands ensembles, elle le laisse finir seul le volet empirique et la rédaction de « La délinquance juvénile ». Avec le recul, elle le juge d'ailleurs plus réussi que le premier : « Sur le terrain, on était vraiment à deux, c'était passionnant. Mais Chamboredon était vraiment passionné par ce thème de la délinquance, moi j'ai surtout fait le travail de données [...] Son texte, je le trouve même meilleur que celui qu'on a écrit ensemble ! » Au-delà de ces deux individus singuliers, tout ce qu'ils ont produit est aussi le fruit de leur immersion dans un réseau d'interconnaissance professionnel qui, dès 1967, est important dans l'avancée de leur recherche et, surtout, dans leur découverte de Chicago. Toute l'enquête de Chamboredon et Lemaire ne se joue pas à Antony, son devenir dépend aussi d'une autre scène : le laboratoire, lieu d'une fabrication collective des œuvres individuelles à travers une sociabilité et une socialisation scientifiques qui passent largement inaperçues dans les publications savantes. Là aussi, les archives des sociologues sont plus bavardes que leurs œuvres.

Chicago-Paris *via* Antony: vie de laboratoire et socialisation scientifique

Ce qui fait la vie d'un laboratoire scientifique, c'est le partage et l'apprentissage d'un certain nombre de techniques, de valeurs, de codes et de gestes qui circulent dans les échanges entre pairs. Les séminaires sont les temps forts d'une socialisation qui se poursuit dans des occasions plus informelles, à la cafétéria, à la cantine, dans les bureaux ou les couloirs et parfois en dehors des murs du laboratoire. L'écriture, les signatures, les remerciements et les citations sont un lointain écho des multiples micro-influences croisées, pour partie inconscientes, que l'histoire traditionnelle des sciences sociales tend à évacuer. Les archives contiennent parfois des traces de ces interactions qui, dans le passé, ont donné lieu à des suggestions d'écriture et des conseils de lecture sous la forme d'une réaction par écrit ou d'un pense-bête noté à la volée, à l'occasion d'une discussion ou suite à une séance de travail. Voyons ainsi comment, entre 1967 et 1970, se produit la « rencontre », à Paris, au CSE, entre l'enquête d'Antony et certains sociologues de Chicago.

Pratiques de lecture et division du travail de réception

Dans « La délinquance juvénile », un astérisque accolé au titre renvoie à une note préliminaire apparemment anodine : « Ce travail doit beaucoup, notamment dans la première et la troisième partie, à une discussion dans le cadre du séminaire du Centre de sociologie européenne animée par P. Bourdieu et J.-C. Passeron, et aux conseils et critiques de P. Bourdieu au cours de cette recherche. » Ces quelques lignes en disent à la fois peu et beaucoup. D'un côté, elles peuvent se lire comme une formule banale, voire obligée, pour témoigner de la gratitude ou pour signaler une appartenance, qui est aussi forme de capital symbolique. D'un autre, elles expriment une volonté de reconnaître tout ce que l'œuvre individuelle doit à un processus de fabrication collective, que le séminaire du CSE, temps fort de la vie de laboratoire, résume à sa manière, sans pour autant s'y réduire. Voyons en quoi consiste exactement le « cadre » dont parle Chamboredon, avant de cerner plus précisément le genre de « discussion » auquel il fait référence.

Au CSE, de 1967 à 1970, il est beaucoup question, entre bien d'autres choses, des sociologues interactionnistes. Quoique limités à de brefs témoignages, les récits ultérieurs de Bourdieu et Passeron feront directement référence à cette découverte collective d'un type de sociologie vécu comme un « bol d'air⁵³⁹ », dans un contexte où les auteurs américains les plus en vue en France (Parsons, Merton, Lazarsfeld) enseignent à Harvard ou à Columbia. Ces débats et approches venus d'outre-Atlantique ne sont toutefois pas importés tels quels, en bloc. Chaque séance de séminaire est l'occasion de les confronter, sur certains points précis, aux résultats d'enquêtes en cours de tel ou tel membre du groupe, aux travaux contemporains et, enfin, à un petit nombre de « classiques » qui font l'objet d'un intense travail de redécouverte au même moment. On en trouve un aperçu dans la préface de Victor Karady aux *Œuvres* de Mauss, éditées en 1968 en trois volumes, dans la collection de Bourdieu, où il souligne l'« effort concerté d'une équipe de jeunes sociologues pour rendre accessibles les classiques des sciences humaines les plus diverses dans une collection qui accueille aussi des travaux récents⁵⁴⁰ ».

De fait, la collection de Bourdieu aux éditions de Minuit constitue, depuis sa création en 1965, l'un des principaux espaces d'une entreprise collective de réception de nombreux auteurs étrangers, notamment anglophones, qui sont lus, résumés, discutés, parfois traduits et préfacés par des chercheurs du CSE. Cette réception s'effectue notamment dans le séminaire de Bourdieu à l'École pratique des hautes études et dans celui du CSE, qu'il anime avec Passeron les années où Chamboredon et Lemaire réalisent leur enquête. Dans ces séminaires, Bourdieu parle de ses recherches, mais d'autres membres du CSE y interviennent aussi, à l'instar du binôme d'Antony, dont le travail fait l'objet d'une séance le 4 décembre 1967. Ce jour-là, il est question d'un « ensemble d'études séparées (...) sur Antony, terrain d'expérience », selon les

539. Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987, p. 51-52. Voir aussi Jean-Claude Passeron, « Que reste-t-il des *Héritiers* et de la *Reproduction* (1964-1971) aujourd'hui ? », in Jean-Michel Chapoulie, Olivier Kourchid, Jean Louis Robert, Anne-Marie Sohn (dir.), *Sociologues et sociologies. La France des années 60*, Paris, L'Harmattan, p. 35-64, notamment p. 41.

540. Victor Karady, « Présentation », in Marcel Mauss, *Œuvres*, Paris, Éditions de Minuit, t. 1, p. I-LIII, ici p. LII.

notes prises par une jeune chercheuse présente à cette séance, Françoise Cœuvrard⁵⁴¹. Le premier volet du projet exposé (sans doute par Bourdieu et Chamboredon) concerne les jeunes, l'autre la délinquance. La question des définitions sociales de la jeunesse et de la délinquance est abordée à travers les hypothèses de travail et les matériaux à recueillir (statistiques, fiches de police, dossiers d'assistantes sociales, entretiens, etc.). Dans les notes d'Cœuvrard, Goffman est le seul auteur cité, pour interroger «quelles sont les normes sociales qui transforment un type bizarre en aliéné». Les délinquants étant un «objet préconstruit par la société» et les grands ensembles un «piège à sociologue», le principal enseignement de cette séance est que «prendre un objet autoconstruit n'a de valeur que si l'on étudie préalablement les conditions sociales de construction de l'objet».

Début 1968, les thèmes de prédilection du CSE (pratiques culturelles, grandes écoles, pédagogie universitaire) et la formation aux différentes techniques d'enquête sont au premier plan du séminaire de Bourdieu. Une séance est consacrée, en février 1968, à «Antony, la municipalité et les jeunes». Chamboredon y parle de son chapitre dans *Le Partage des bénéfices*⁵⁴² pour critiquer le «sens commun naïf» qui réifie la «jeunesse en catégorie abstraite», au lieu d'interroger les conditions et les effets de l'intervention des «agents de manipulation de la jeunesse», «patrons, instituteurs, parents», etc. Il souligne l'importance de rester attentif aux catégories de perception ordinaires, en citant deux auteurs en référence : Goffman, pour l'exemple des asiles psychiatriques, et Maget, pour une «nomenclature des choses à voir». L'exposé tourne autour des contestations étudiantes, qui commencent alors à grossir dans les universités françaises, par exemple à Nanterre. La question de la délinquance, elle, reste au second plan.

Au CSE, plusieurs séances de séminaire sont consacrées en 1968-1969 à l'examen critique de la littérature savante, notamment américaine, qui constitue la trame de «La délinquance juvénile». La déconstruction des modèles dominants, surtout ceux de Parsons et

541. Je remercie vivement Françoise Cœuvrard de m'avoir confié ses notes personnelles.

542. Jean-Claude Chamboredon, «La société française et sa jeunesse», in Darras, *Le Partage des bénéfices*, Paris, Minuit, 1966, p. 156-175.

Merton, apparaît souvent dans les transcriptions des discussions qui suivent chaque exposé⁵⁴³. On retrouve l'écho de ces échanges dans les deux articles issus de l'enquête d'Antony, notamment « Proximité spatiale et distance sociale », qui cite un article d'un autre membre du CSE, Jean-Claude Combessie, sur la sociologie de l'éducation scolaire et familiale aux États-Unis⁵⁴⁴. Ce texte, tiré d'un exposé fait le 26 avril 1968, propose une formulation originale des notions de dispositions, d'éthos et de valeurs de classe. Le début et la fin de « La délinquance juvénile » procèdent au même genre d'appropriation théorique, qui relève moins de l'application d'une théorie que d'une série de clarifications conceptuelles.

À cette période, au CSE, les discussions collectives et les œuvres individuelles ont en commun le souci de préserver, en le rénovant, tout un pan de l'héritage durkheimien. La séance du séminaire du 14 janvier 1969 en offre un exemple. Après de brèves présentations de Chamboredon, Grignon, Karady et Saint-Martin, sur le contenu des derniers numéros de revues françaises en sciences sociales, Lemaire fait ainsi un exposé sur Halbwachs et les classes sociales. Bourdieu et Castel animent la discussion que Karady se charge de transcrire et qui sera ronéotée, comme toutes les autres, par des membres du groupe. Au-delà des noms et des anonymes, les archives portent, dans leur matérialité même, les traces d'une division du travail qui sous-tend une entreprise collective dont Antony devait, au départ, être le terrain commun.

Parler ici d'entreprise, c'est rappeler l'importance des capitaux accumulés, mais aussi des règles, des hiérarchies et des contraintes qui structurent un groupe encore jeune et traversé par d'importantes différences de statut, de genre, d'âge, de cursus scolaire et d'origines sociales. C'est souligner par ailleurs que ces séminaires sont des lieux

543. J'ai pu consulter plusieurs de ces transcriptions de séminaires grâce à deux ex-membres du CSE, Françoise Cœurard et Michel Pialoux, qui en ont conservé quelques exemplaires. Pour une contextualisation du travail collectif qui a rendu possible ces transcriptions, voir l'introduction de Patrick Champagne à Pierre Bourdieu, « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 200, 2013.

544. Jean-Claude Combessie, « Éducation et valeurs de classe dans la sociologie américaine », *Revue française de sociologie*, 1, 1969.

de rencontre, d'échange et d'apprentissage, mais aussi et surtout des lieux de production organisés en un collectif de travail. Il n'en reste pas moins que, à l'instar de toute entreprise scientifique, c'est le directeur de l'équipe, Bourdieu, qui impulse et oriente la chaîne de production intellectuelle, dans laquelle chaque membre du laboratoire joue le rôle qui lui revient. Les transcriptions de séminaire participent de la même logique : chaque séance est enregistrée, rapidement retranscrite sous une forme lisible et accessible à tous dans des documents ronéotés puis reliés, afin de constituer « un groupe scientifique intellectuellement intégré comme il en existe normalement dans les autres sciences », disposant d'« un instrument de travail et de formation scientifique⁵⁴⁵ ».

On doit prendre au sérieux, pour comprendre le sens de ces pratiques de lecture au-delà des bibliographies et des citations explicites, les logiques bureaucratiques qui sous-tendent cette division du travail. Citons, à titre d'exemple, les consignes que Bourdieu, alors directeur adjoint du CSE, adresse en 1965 à l'ensemble des chercheurs de son équipe : « pour centraliser les informations bibliographiques que chaque chercheur recueille, un fichier que détient Monique de Saint-Martin est ouvert. [...] Chaque fois que vous faites une lecture ou que vous trouvez une référence d'ouvrages ou d'articles de revues concernant l'un des grands secteurs de recherche du Centre, constituez 2 fiches, pour que l'on puisse en classer une au nom de l'auteur et l'autre au sujet. Lorsque le titre n'est pas explicite, indiquez en quelques mots le sujet de l'ouvrage⁵⁴⁶. » Mais, aussi collectives qu'elles soient, ces pratiques et la « formule de recherche⁵⁴⁷ » qu'elles donnent à voir ne doivent pas faire oublier le rôle spécifique que jouent certains chercheurs dans l'accumulation d'un capital de savoirs qui sont ensuite triés, reformulés et versés au patrimoine du groupe auquel ils appartiennent. C'est là tout le sens, on va le voir,

545. P. Champagne, intro. à Pierre Bourdieu, « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975 », art. cit., p. 5-6.

546. Archives Bourdieu, EPHE (en cours de classement), Paris, lettre de Bourdieu aux membres du CSE, 1965.

547. J.-M. Chapoulie, *La Tradition sociologique de Chicago*, op. cit., p. 420.

de la réception que font Chamboredon et certains de ses collègues, entre 1969 et 1970, d'auteurs qui seront par la suite rattachés à la tradition de Chicago.

Une réception collective et ses «filtres»

On peut voir dans «La délinquance juvénile» un style de lecture, d'écriture et de recherche qui caractérisait bon nombre des membres du CSE à la fin des années 1960. Le regard que Chamboredon y porte sur les sociologues d'outre-Atlantique se retrouve sous des formes analogues chez plusieurs de ses collègues de laboratoire (Bourdieu, Passeron, Castel, Boltanski, ainsi que Chapoulie et Merllié, mais en réalité la liste est bien plus longue). Chacun d'eux découvre, à peu près en même temps, des auteurs, des idées et des concepts nouveaux, surtout ceux des interactionnistes, qui sont souvent accueillis avec un mélange d'intérêt et de distance, de sérieux et d'amusement. Le premier exemple, chronologiquement et pour sa valeur exemplaire, de ce genre de réception se trouve, je l'ai dit, dans la présentation d'*Asiles* par Castel, à la fois élogieuse et, à bien des égards aussi, critique et comme traversée par une retenue qui n'est pas qu'un signe de pudeur.

Ce qui se trouve derrière ce rapport critique avec les sociologues en général, les Américains en particulier et, ici, avec les interactionnistes, c'est un «filtre» forgé et intériorisé collectivement qui, comme dans toute réception d'un corpus d'œuvres, surtout étrangères, s'interpose plus ou moins entre des auteurs et leurs lecteurs. Ce filtre, en l'occurrence, recouvre deux dimensions qui sont visibles de bout en bout dans «La délinquance juvénile» comme dans la présentation de Castel: d'une part, l'absence de tout discours révérencieux sur les sociologues américains, ce qui n'était pas si courant à l'époque⁵⁴⁸; d'autre part, le primat d'une vision du monde social qu'on peut qualifier

548. Cela ne signifie pas pour autant que les sociologues français des années 1960-1970 auraient tous été fascinés par leurs collègues américains. Sur leur ambivalence ancienne à l'égard de ces derniers, voir Jean-Michel Chapoulie, «La seconde fondation de la sociologie française, les États-Unis et la classe ouvrière», *Revue française de sociologie*, 3, 1991, notamment p. 344-352. Il reste que, en France, la «grande théorie» et le néo-positivisme américains ont suscité à cette période, chez beaucoup de jeunes sociologues, une fascination qui n'avait pas lieu d'être au CSE.

de durkheimienne, par l'importance qu'elle donne aux institutions, aux structures matérielles et cognitives, à l'objectivation statistique et à la défense d'un point de vue sociologique autonome, même si cette filiation est nourrie par un grand nombre d'autres auteurs classiques, à commencer par Marx et Weber⁵⁴⁹. Par ailleurs, un tel filtre n'opère pas partout et toujours de la même manière, comme un prisme figé qui collerait aux yeux. Il est justement collectif dans la mesure où il se construit, se modifie, circule et se banalise à travers la répétition des échanges et des rencontres entre pairs. Il est donc utile, pour comprendre en quoi il consiste exactement, et comment Chamboredon participe de ces socialisations croisées⁵⁵⁰, de s'appuyer sur les transcriptions de séances de séminaire.

Le filtre qui sous-tend cette réception collective apparaît bien dans une séance de séminaire animée le 16 décembre 1969 par Chapoulie et Merllié, au sujet de plusieurs travaux, alors inédits en français, d'Howard Becker sur les étudiants et sur les carrières d'enseignants. Dans leur exposé, ils soulignent la portée d'une perspective attentive aux « images de soi » et aux dynamiques processuelles des « carrières », la finesse des données mobilisées et les vertus d'une méthodologie souple très éloignée des vastes *surveys* qui prédominent chez la plupart des sociologues américains à l'époque. Ils expriment aussi des réserves : le flou conceptuel de Becker, son usage trop « explicatif » de la notion de « rites de passage », ou encore sa focalisation excessive sur les « problèmes du maintien de l'autorité ». La discussion collective qui s'ensuit donne à voir quelques-uns des principes d'une

549. C'est d'ailleurs au sujet de Weber que Bourdieu, en 1971, critiquera systématiquement pour la première fois toute « vision strictement interactionniste des relations sociales » qui, selon lui, « constitue sans nul doute le plus redoutable des obstacles épistémologiques qui interdisent l'accès à la construction des relations objectives ». Voir Pierre Bourdieu, « Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber », *Archives européennes de sociologie*, 1, 1971, p. 5. Si Chamboredon reprend cette critique sans aller aussi loin, c'est justement qu'un tel filtre n'opère pas toujours de la même façon, avec la même force ni pour les mêmes raisons chez tous les membres d'un groupe savant.

550. Notons que, en termes de socialisation scientifique, Chamboredon comme plusieurs de ses collègues du CSE se démarquent de beaucoup de sociologues de leur génération et des précédentes par l'absence d'un voyage initiatique dans une université américaine au cours de leurs années de formation. C'est un point crucial pour comprendre à la fois leur rapport aux textes et la position objective qu'ils occupent collectivement au sein de l'espace des laboratoires français de sociologie dans les années 1960.

grille de lecture analogue à celle qui transparaît dans «La délinquance juvénile». Les échanges portent sur la question de l'investissement et des rétributions symboliques qui se jouent dans l'univers scolaire ou professionnel. Ce qui frappe ici, c'est la prégnance d'un mode de pensée structural qui réinterprète l'interactionnisme à l'aune d'un horizon d'attente préexistant, cristallisé ici dans les notions de trajectoires, d'institution et de capitaux :

«Castel — l'action de l'institution sur les individus n'a de poids que dans la mesure où l'institution constitue de la rareté, où elle parvient à constituer des microdifférences sur la base de la rareté ou de la pénurie. [...]

Bourdieu — L'investissement [des institutrices de Chicago] permet de faire courir les gens mais aussi de les faire désinvestir ; il leur permet de se réajuster à leur trajectoire réelle et aux nouveaux objectifs réels qu'elle implique grâce à la perception continue des petites différences qui permettent à l'individu de se situer par rapport aux positions immédiatement au-dessus et immédiatement au-dessous de la sienne. [...]

Passeron — La hiérarchie [...] du système d'enseignement produit d'autant plus de gens qui se situeraient à des points de la trajectoire où on est loin de la réalisation maximum ; elle favorise des mécanismes de ressentiment [...].»

Dans cet extrait comme dans le reste de la transcription, Becker et, à travers lui, tout le courant interactionniste sont lus, discutés et assimilés non pour réorienter en profondeur le programme de recherche des sociologues du CSE, ou même pour en corriger quelques éléments secondaires, mais pour en mesurer précisément la portée. Les résultats à nuancer, les notions à clarifier et les hypothèses à tester ou à recontextualiser sont d'abord ceux qui viennent d'outre-Atlantique. Ce constat peut paraître banal : c'est sans doute ainsi que nous procédons tous la plupart du temps, surtout quand nous lisons des auteurs qui sont intellectuellement et géographiquement éloignés de nous. Pourtant, cette attitude, par où le filtre intervient, suggère une proximité avec la posture qu'Halbwachs avait adoptée en son temps avec les premiers sociologues de Chicago : quarante ans après, on retrouve chez Chamboredon la même insistance sur les rapports de classe, les institutions et les structures sociales.

Dans l'exposé qu'il fait au séminaire du CSE, le 27 janvier 1970, sur les «tendances de la recherche sur la délinquance juvénile» aux

États-Unis, Chamboredon semble habité par le même état d'esprit. D'ailleurs, il s'inscrit d'emblée dans le sillage de Castel, qui avait présenté, fin 1969, la «sociologie de l'institution psychiatrique» en mêlant diverses références anglophones et francophones en vue de saisir la portée et les limites de l'approche goffmanienne, à son goût insuffisamment ancrée dans l'histoire et trop focalisée sur le point de vue des malades, au détriment des professionnels de la médecine psychiatrique. Chamboredon en profite surtout pour dresser un bilan critique de ses lectures en lien avec l'enquête d'Antony, qui entre alors dans sa quatrième et dernière année. Aux travaux qu'il citera plus tard dans son article s'ajoute toute une série de références qui n'y figurent pas et qui, pourtant, sont essentielles dans la genèse du texte et, au-delà, dans le processus d'appropriation sélective des cadres analytiques venus de Chicago, qui s'opère en fonction des horizons théoriques des chercheurs du CSE.

Contrairement à d'autres exposés au séminaire du CSE, celui-ci semble plus soucieux de restituer en détail l'histoire, les parentés et les différences entre les travaux assimilés de près ou de loin à l'interactionnisme et, plus largement, à Chicago, y compris l'approche «ethnométhodologique», mot placé entre guillemets pour désigner ce qui est alors un pur néologisme. Dans son exposé, Chamboredon évoque successivement, parmi ceux qu'il appelle les «précurseurs», Edwin Sutherland, Clifford Shaw, Frederic Thrasher et, parmi les «analyses actuelles», Howard Becker, Arnold Rose, Irwin Deutscher et Edwin Lemert. Il cite aussi, mais à part, le livre de Aaron Cicourel, *The Social Organisation of Juvenile Justice* (1968), qu'il n'identifie pas – à raison – à la tradition de Chicago, mais à la branche californienne de l'interactionnisme. Tous ces auteurs sont situés par rapport à ce qu'il nomme une «direction de recherche préparée par les travaux de l'école de Chicago : descriptions de sous-cultures et de processus d'apprentissage (le crime comme profession, Edwin Sutherland, *The Professional Thief* (1937) : filiation de Thomas à Hughes puis à Becker et Goffman)». On observe ici la seule occurrence attestée par les archives d'un syntagme – «école de Chicago» – alors en vigueur dans la sociologie américaine, du moins telle qu'elle peut apparaître à Chamboredon à travers ses lectures, notamment celle d'une synthèse

critique d'Edwin Schur, qui semble avoir constitué l'une de ses principales sources sur l'histoire des sociologues de Chicago et les interactionnistes⁵⁵¹. Cet arrière-plan bibliographique a dû faire l'objet de lectures plus poussées des textes originaux, si l'on se fie au degré de précision qui s'observe dans le texte de l'exposé. Mais il est largement absent des références citées dans «La délinquance juvénile». En fait, Chamboredon semble surtout frappé par l'hétérogénéité des travaux qu'il a lus (qu'ils soient issus de Chicago, fonctionnalistes ou autres) et, notamment, par le degré variable de scientificité selon les auteurs considérés :

«Les différentes directions de recherche recensées ci-dessous sont à la fois réparties dans le temps (les “areas studies”, études écologiques se situent autour des années 1930, cependant que les études interactionnistes sont surtout contemporaines) et selon les groupes de spécialistes caractérisés par une position différente dans le (ou par rapport au) processus de traitement (les études épidémiologiques comme problématiques de “social workers”, psychologues professionnels et psychiatres; les études interactionnistes comme problématique du groupe professionnel des sociologues).»

Après une brève esquisse des «études étiologiques et écologiques», Chamboredon s'attarde longuement sur «l'analyse des pratiques sociales à l'égard de la délinquance juvénile, des modes de traitement et de constitution», qui figurera dans la dernière partie de son article de 1971. Soulignant la «diversité des études rangées sous cette rubrique, de l'ethnométhodologie à des analyses fonctionnalistes qui retrouvent la problématique durkheimienne [de] la réaction à la déviance comme signe et facteur d'intégration», il dégage «l'apport propre de ce type de travaux». Il s'agit, notamment, d'«une analyse des processus d'apprentissage, de socialisation déviante, de “marquage” social

551. Edwin Schur, «Reactions to Deviance: a Critical Assesment», *American Journal of Sociology*, 3, 1969. Cité à plusieurs reprises dans cet exposé, cet article l'est aussi dans «La délinquance juvénile». Une version photocopiée est présente dans les archives personnelles de Chamboredon, dans laquelle sont notamment soulignés au crayon à papier les mots suivants : «process», «unreliability of official statistics» (à propos de Kitsuse), «degrees of commitment» (à propos de Becker et Strauss), mais aussi «symbolic interactionist tradition of the Chicago school» (en référence à Cooley, Mead et Thomas), «sequential analysis», «self conceptions», «career» et «microsociological-phenomenological» (à propos de Goffman, Garfinkel et Schutz). Les termes «Chicago school», «Chicago sociologists» et Chicago interactionist tradition», non soulignés, sont clairement utilisés page 318.

(labelling) [et] de la définition sociale du licite», dont *Outsiders* offre l'exemple le plus achevé. Il insiste ainsi sur les vertus d'une «théorie des modèles séquentiels» et des «degrés d'engagement», contre les visions statiques et causalistes de la déviance, même s'il rappelle les critiques faites aux interactionnistes en mentionnant les «reproches de relativisme et d'explication circulaire». Au final, il souligne l'intérêt de l'interactionnisme pour :

«décrire la sociologie de cette interaction particulière qu'est le rapport du délinquant aux différents spécialistes. La sociologie [...] peut développer des concepts propres pour décrire l'effet d'imposition des diagnostics de spécialistes, la "carrière morale" des délinquants, la définition d'eux-mêmes que construit l'institution, et les réactions à ce traitement.»

Comme dans «La délinquance juvénile», les analyses fonctionnalistes de la déviance, de l'anomie et de la «sous-culture délinquante» sont critiquées pour leur «description essentialiste» des comportements. Elles renvoient, selon lui, à une «image de la culture populaire» en termes de «manque d'aspirations, d'apathie» dans le domaine scolaire, ou d'«aspirations à la réussite» dans celui de la justice. Enfin, Chamboredon pose, en guise de critique transversale, deux questions qui portent la trace de ce filtre commun aux membres du CSE rétif au symbolisme et au présupposé «universaliste» prêtés aux interactionnistes :

«L'explication symbolique [...] convient d'autant mieux que le traitement est plus exclusivement symbolique ; mais ne néglige-t-on pas le rôle propre de l'appareil de répression ? cf. le manque [...] d'une analyse des valeurs des agents de répression et de traitement : juges, police, assistantes sociales, psychiatres, etc. [...] L'analyse universaliste, la perspective anthropologique [des interactionnistes] conduisent à négliger la description en termes de différences de classe.»

Les quatre exemples des «agents de répression et de traitement» de la délinquance juvénile correspondent exactement aux enquêtes que Chamboredon et Lemaire ont rencontrés à Antony. On perçoit aussi, à travers la critique de la «perspective anthropologique», une objection – fondée ou non, peu importe ici – qui reviendra fréquemment par la suite, en France, dans les lectures de l'interactionnisme plus ou moins directement inspirées par Bourdieu. On note

toutefois chez Chamboredon un intérêt qui va bien au-delà des seuls interactionnistes, qui le conduit même jusqu'à regretter l'« oubli », selon lui, de la tradition écologique par les tenants de l'interactionnisme :

« Sur ce point il y a, semble-t-il, un oubli des amorces présentes dans les analyses écologiques [...]. Ceci permettrait de situer la délinquance [...] dans la série déviance/contrôle [et] pauvreté/sous-prolétariat, en situant les formes de traitement de la délinquance par rapport à d'autres formes d'assistance, d'encadrement et de surveillance des classes populaires [...]. Il y a peut-être là l'amorce d'une analyse des inégalités de traitement, la "sélection" des délinquants, le jugement sur la gravité des cas étant orientés par une image de la délinquance qui doit beaucoup de ses traits à l'image du jeune de classe populaire. »

À l'issue de l'exposé, la discussion s'ouvre entre Chamboredon et ses collègues, dont Bourdieu, Passeron, Boltanski et Karady. En lien avec les auteurs mentionnés, Bourdieu suggère une piste pour l'enquête d'Antony :

« Pour l'étude sur Antony, intérêt de l'étude de normes immanentes à chaque classe sociale en matière de pratiques à propos desquelles on parle de délinquance. Comment, d'une classe sociale à l'autre, change la définition du licite et de l'illicite. Ceci fait sauter les topos normatifs à la Merton, et permet de changer de terrain : au lieu de se donner une définition normative de la norme, on essaye de constituer, à partir des pratiques, les règles immanentes aux différentes classes ou fractions de classes en matière de sexualité, propriété, chantage. [...] Ce qui varie d'une classe sociale à l'autre c'est la définition de ce qui est désirable, des limites au-delà desquelles une conduite devient délinquante. »

Immédiatement après Bourdieu, Passeron prend la parole. Il insiste sur la nécessité de « dépasser » les analyses inspirées de Sutherland :

« Il faut dépasser la définition essentialiste de la définition de classe de la délinquance. Cf. Sutherland in *White Collar Crime*. Il ne relativise que le corps du délit en montrant que les basses classes sont plus "pénalisées" par la statistique parce que plus "portées" à des crimes plus apparents (sang plutôt que fraude : les uns sont portés à se taper sur la gueule, les autres à truquer leurs feuilles de perception). Il y a aussi des différences dans la définition des manières de jouer ou non avec les normes [...]. Pour les basses classes, c'est tout ou rien. [...] Pour les hautes classes, au contraire, il y a maîtrise du rapport à la norme, qui connaît une foule d'accommodements ; il y a des normes du rapport plus ou moins délinquant à la norme. »

Ces deux interventions offrent un bon aperçu du « filtrage » collectif dont Chamboredon est à la fois le producteur et le produit. Mais, sur le moment, il est d'abord à la recherche de notions et d'hypothèses utilisables sur le terrain à Antony, comme le montre sa réaction aux remarques de Bourdieu et Passeron : « On pourrait illustrer ceci par des études qui montrent les biais intervenant dans la “sélection des délinquants” : les adolescents de classe moyenne [y] échappent le plus souvent. » Passeron réagit, en allant plus loin : « Quelles sont les conditions sociales qui ont fait que la délinquance juvénile soit autonomisée ? Pourquoi pas, comme cela se dessine dans la littérature journalistique, le suicide juvénile ? » Bourdieu reprend la parole, en recentrant implicitement la discussion sur ses propres travaux et les enquêtes du CSE :

« Il ne faut pas décrire comme un *datum* des rapports à la norme plus ou moins distancés, plus ou moins habiles, mais poser les conditions du rapport à la norme. [...] Ce sont des dispositions qui sont solidaires d'un ensemble de moyens d'entretenir ces rapports. [...] Reconnaître la loi c'est connaître la loi [...], ce n'est pas un acte psychologique, c'est aussi une connaissance. Méconnaissance de la loi : je ne sais pas où commence le bien, donc où finit la conduite conforme ; je ne connais pas la loi donc les autres la connaissent, donc je suis dans mon tort... Il faut rattacher des dispositions à la situation des différentes classes par rapport au système juridique. [...] Il faut retraduire ces rapports au droit décrits dans un langage psychosociologique, en termes de distance au capital juridique ou de monopole du droit. Par ce biais ceci pourrait se rattacher à une variable comme l'éducation. »

Cette dernière piste sera au cœur de l'article de Chamboredon, de même que celles, plus brèves, que suggèrent Boltanski et Karady sur les problèmes d'intégration et de désintégration (au sens durkheimien) des groupes confrontés à un changement brutal de contexte social et géographique, à l'instar des habitants des grands ensembles. On devine, à travers ces échanges, l'importance qu'a pour Chamboredon cette occasion d'explorer collectivement les liens possibles entre ses lectures, celles de ses collègues du CSE et l'enquête à Antony, commencée avec Lemaire en 1967 mais qu'il est désormais seul à finaliser. Il intègre ainsi les remarques de ses collègues à ses réflexions, comme on le voit dans sa réponse :

«Les analyses interactionnistes disent : il y a un processus informel avant le processus formel mais il faut voir la part des cas traités par les spécialistes par rapport à la part des cas traités informellement. À Antony, dans le grand ensemble, le premier recours est le flic. De là les demandes d'une présence plus forte de la police. Cf. la fonction d'agent de l'ordre, du gardien. Il n'y a pas d'instance collective.»

Changer d'échelle et croiser les sources permet, on le voit, de brosser un portrait plus réaliste de la fabrique et de la circulation sociales des idées savantes. C'est dans des lieux (un laboratoire, des séminaires, etc.), par des pratiques (l'exposé oral, les lectures résumées par écrit, etc.) et à travers des enjeux spécifiques (ici, construire une approche de la délinquance juvénile utile à la fois pour compléter un cadre analytique et pour interpréter des hypothèses forgées sur le terrain) que se produisent collectivement les œuvres individuelles en sciences sociales (en l'occurrence, un article scientifique) et, simultanément, les filtres qui les rendent possibles au départ, puis plus ou moins lisibles et intelligibles ensuite pour leurs récepteurs successifs. Dès lors, il n'est pas si étonnant que le projet d'une «école de Chicago» en banlieue parisienne ait pu tout à la fois rester en grande partie lettre morte dans l'histoire du CSE, si peu visible dans «La délinquance juvénile» et pourtant encore présent, quatre décennies après, dans les souvenirs de Chamboredon.

Conclusion

On en sait plus, maintenant, sur ce fameux «iceberg» dont Chamboredon parlait en 2009. C'était, en premier lieu, un terrain d'enquête commun à tous les chercheurs du CSE, à Antony, que Bourdieu avait un temps imaginé en 1966. Partiellement concrétisé par un binôme sociologique de 1967 à 1970, puis rapidement oublié, en dehors de deux gros articles qui ont connu un meilleur sort en devenant des «classiques», il n'avait finalement pas grand-chose à voir avec une «nouvelle école de Chicago», du moins si l'on entend par là un espace géographique bien circonscrit où des chercheurs

et des étudiants auraient à la fois produit des recherches et appris à en faire en étant rassemblés autour d'un cadre intellectuel. Nous ne connaissons pas, hélas, les raisons de l'abandon du projet initial⁵⁵². Mais cet « iceberg » renvoyait aussi à des manières d'enquêter et à des lectures qui, sans aboutir à une « nouvelle école de Chicago », ont effectivement donné lieu à la découverte de certains auteurs qu'on rangerait aujourd'hui sous cette étiquette. Cette rencontre, en fait, n'était pas que « livresque » : à partir de 1968, Bourdieu a entamé une correspondance régulière avec plusieurs sociologues interactionnistes dont Anselm Strauss, qui fit un bref séjour à Paris en 1970-1971 au cours duquel Chamboredon et d'autres membres du CSE ont probablement fait sa connaissance. Chamboredon et Strauss noueront par la suite une solide amitié, mais c'est un autre sujet⁵⁵³.

Les archives de l'enquête, celles du CSE et celles de la municipalité d'Antony sont, du reste, amplement suffisantes pour comprendre comment Chamboredon et Lemaire ont pu compter sur le soutien actif d'un maire et de réformateurs locaux attirés par l'expertise sociologique pour trouver des solutions aux urgences du moment. On voit mieux aussi que l'« iceberg » avait, en dehors de l'enquête et des lectures, plusieurs pointes émergées : en particulier, la vie de laboratoire et la division du travail scientifique au sein d'une entreprise collective. Celle-ci a évolué par la suite, sous l'effet d'abord d'un recentrement de certains membres du laboratoire sur un petit nombre de thématiques jugées plus prioritaires, puis en raison de contraintes individuelles liées aux postes que chacun d'eux obtiendra au fil du temps, dans différentes institutions d'enseignement ou organismes de recherche, mais aussi du fait d'éloignements, de ruptures ou de bifurcations de carrière survenus progressivement au sein du groupe

552. En entretien, Chamboredon évoque brièvement la difficulté de réunir sur un même terrain des chercheurs qui ont par ailleurs leurs propres projets d'enquête ou de publication. Il suggère aussi que ses enseignements à l'ENS à partir de 1968-1969 et ses nouveaux chantiers de recherche ont pu prendre le dessus sur le reste.

553. Pour ne pas allonger davantage un texte déjà très long, j'ai préféré ici laisser de côté ces sources précieuses, que j'exploiterai ultérieurement, lorsque l'inventaire du fonds Pierre Bourdieu sera achevé et ouvert aux chercheurs. Pour plus d'informations sur ce fonds et sur le projet scientifique auquel il est rattaché, voir <https://www.ephe.fr/bibliotheques/collections-patrimoniales/fonds-pierre-bourdieu>.

initial. L'année où paraît «La délinquance juvénile», le CSE n'a déjà plus exactement la même physionomie qu'au début de l'enquête d'Antony. Dans les deux décennies suivantes, les départs successifs de Passeron, Grignon, Chamboredon, Boltanski, Castel et d'autres changent la donne. Entre-temps, Chicago a acquis en France une visibilité croissante, au fil de la fabrication éditoriale d'une «école» qui a fini par devenir un héritage intellectuel de plus en plus balisé et banalisé. Parallèlement, Bourdieu, surtout après son élection au Collège de France en 1981, est devenu une figure centrale de la sociologie dans le monde entier, focalisant la plupart des discours, favorables ou hostiles.

Dès lors, tout ce qui relève de l'histoire collective et des parcours singuliers évoqués dans ce chapitre tend à passer au second plan dans la plupart des travaux au sujet ou inspirés de la tradition de Chicago, au profit d'une lecture finalement très routinière et réductrice en termes de «maître» et de «disciples». Et, par une ironie du sort qui reste à expliquer, le petit groupe de sociologues français qui, à la fin des années 1960, s'étaient investi dans la lecture, la critique et la traduction des interactionnistes, a presque entièrement disparu des analyses qui revendiquent aujourd'hui la filiation avec Chicago et l'interactionnisme. Cette forme d'amnésie (sélective, comme souvent) n'est pas si surprenante, puisqu'elle aide chaque génération à affirmer sa singularité par rapport à celles qui précèdent. Mais, à la longue, ces problèmes de mémoire posent des problèmes à l'histoire, qui rejaillissent sur le présent. Les mettre à l'épreuve des archives, par un retour aux textes et aux enquêtes, offre un moyen de résister aux mythes et légendes qui font aussi le quotidien des sciences sociales. En ce sens, il est toujours utile de (re)lire «La délinquance juvénile».

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
Pour une réflexivité historique dans les sciences sociales contemporaines	7
Paul Pasquali, Nicolas Renahy et Gilles Laferté	
Faire de réflexivité vertu, 9. – Une expérimentation collective, 12. – À quoi servent les archives d'enquêtes? 15. – Histoires d'enquêtes et histoire des sciences sociales, 20. – Un passé bien présent : des histoires d'enquêtes aux « revisites », 30.	
I. Ego-histoires d'archives	39
1. Des femmes, des terrains, des archives. Un retour réflexif sur les pratiques ethnographiques en anthropologie du proche	41
Françoise Zonabend	
Le moment de l'ethnologie de la France, 45. – Une inscription institutionnelle : le LAS, 50. – Les européenistes au LAS, 53. – La pratique du terrain et l'effet de genre, 58. – Des choix d'objets et une écriture sexués, 66. – Retour sur archives, 71.	
2. Les vies de l'enquête « Formation des couples » (1983-1984). Fabrication, analyse et réception d'une recherche	79
Michel Bozon	
Comment nous nous sommes rencontrés? Les prémisses d'une enquête, 81. – L'analyse critique du « Choix du conjoint » : les théories d'Alain Girard sur la reproduction de la société, 84. – Homogamie, reproduction, changements sociaux et stratégies matrimoniales. Les débats et travaux des années 1980, 86. – Les entretiens préalables et la réflexion sur l'enquête, 88. – Un questionnaire de sensibilité ethnographique, une méthode mixte, 92. – La découverte du conjoint, un chapitre de la reproduction sociale, 95. – Les asymétries entre femmes et hommes dans la rencontre du conjoint : écart d'âge et apparence physique, 100. – La diversification des formes d'union : sexualité, cohabitation, ritualisation du mariage, 103. – Réception : les vies parallèles et successives d'une enquête, 106. – Conclusion, 112. – <i>Articles et chapitres d'ouvrages scientifiques</i> , 113.	
II. Jeux d'échelles et histoires d'enquêtes	115
3. Sociologie du travail et travail sociologique	117
Gwenaële Rot et François Vatin	
Trois enquêtes de sociologie du travail à la fin des années 1950, 121. – Portraits et destinées de jeunes chercheurs, 128. – Conduire une enquête, se former à la sociologie, 136. – Rédaction, publications et suites des enquêtes, 143. – Conclusion, 147.	

**4. Quand la commande publique façonne l'objet des sciences sociales :
une enquête sur les OS dans l'industrie automobile (1984-1986) 149**

Laure Pitti

Introduction, 149. – Les OS comme objet de recherche publique : effets de contextes, effets de positions, 152. – OS et/ou immigrés ? Perspectives de recherche et nouveaux découpages du monde social, 165. – Conclusion : commande publique et politisation de la recherche, 179.

III. Deux revisites à la loupe 181

**5. Comment on écrit l'histoire des Kanak. Genèse et revisite
des enquêtes d'Alban Bensa en Nouvelle-Calédonie 183**

Benoît Trépiéd

« Aux côtés des Kanak » : Alban Bensa, de l'ethnologie à l'histoire, 189. – Une histoire parmi d'autres : les décentrement d'une revisite imprévue, 210. – Conclusion, 229.

**6. Une « école de Chicago » en banlieue parisienne ?
Jean-Claude Chamboredon et la délinquance juvénile, de l'enquête à l'article 235**

Paul Pasquali

Une histoire d'enquête multisituée, 237. – Retour au texte, 243. – Antony, années 1960 : réformateurs et sociologues dans une « ville-pilote », 252. – Un binôme sociologique au travail : Chamboredon et Lemaire à Antony (1967-1969), 262. – Chicago-Paris *via* Antony : vie de laboratoire et socialisation scientifique, 276. – Conclusion, 289.

COLLECTION « COURS ET TRAVAUX »

PIERRE BOURDIEU

Science de la science et réflexivité

QUENTIN SKINNER

L'Artiste en philosophe.

Ambrogio Lorenzetti et le Bon Gouvernement

FRANCK POUPEAU

Une sociologie d'État.

L'école et ses experts en France

PIERRE BOURDIEU

Esquisse pour une auto-analyse

BRUNO AMABLE ET STEFANO PALOMBARINI

L'économie politique n'est pas une science morale

TERRY SHINN ET PASCAL RAGOUET

Controverses sur la science.

Pour une sociologie transversaliste de l'activité scientifique

NICOLAS GUILHOT

Financiers philanthropes.

Sociologie de Wall Street

ABDELMALEK SAYAD

L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité

1. *L'illusion du provisoire*

2. *Les enfants illégitimes*

3. *La fabrication des identités culturelles*

ÉRIC BRIAN ET MARIE JAISON

Le Sexisme de la première heure.

Hasard et sociologie

CHRISTIAN DE MONTLIBERT

Les Agents de l'économie.

Patrons, banquiers, journalistes, consultants, élus.

Rivaux et complices.

SOUS LA DIRECTION DE

FRANZ SCHULTHEIS, MARTA ROCA I ESCODA ET PAUL-FRANTZ COUSIN

Le Cauchemar de Humboldt.

Les réformes de l'enseignement supérieur européen

FRANCK POUPEAU ET JEAN-CHRISTOPHE FRANÇOIS

Le Sens du placement.

Ségrégation résidentielle et ségrégation scolaire

DELPHINE SERRE

Les Coulisses de l'État social.

Enquête sur les signalements d'enfant en danger

LOUIS PINTO

Le Collectif et l'individuel.

Considérations durkheimiennes

SOUS LA DIRECTION DE

BERTRAND GEAY

La Protestation étudiante.

Le mouvement du printemps 2006

CÉLINE BESSIÈRE

De génération en génération.

Arrangements de famille dans les entreprises viticoles de Cognac

YVETTE DELSAUT

Reprises.

Cinéma et sociologie

ANTOINE LENTACKER

La Science des institutions impures.

Bourdieu critique de Lévi-Strauss

SOUS LA DIRECTION DE

PASCALE CASANOVA

Des littératures combatives.

L'internationale des nationalismes littéraires

SYLVIE TISSOT

De bons voisins.

Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste

LAURENT KESTEL

La Conversion politique.

Doriot, le PPF et la question du fascisme français

ALESSANDRO STANZIANI

Bâtisseurs d'empires.

Russie, Chine et Inde à la croisée des mondes, ^{XV}^e-^{XIX}^e siècle

MANUEL SCHOTTÉ

La Construction du « talent ».

Sociologie de la domination des coureurs marocains

EMMANUEL ROUX

Machiavel, la vie libre

MARTIN THIBAUT

*Ouvriers malgré tout. Enquête sur les ateliers de maintenance des trains
de la Régie autonome des transports parisiens*

VINCENT DUBOIS

La Culture comme vocation

SOUS LA DIRECTION DE

FRANZ SCHULTHEIS ET KRISTINA SCHULZ

Société à responsabilité limitée.

Enquête sur la crise du modèle allemand

JEAN-BAPTISTE COMBY

La Question climatique.

Genèse et dépolitisation d'un problème public

JEAN-MICHEL FAURE ET CHARLES SUAUD

*La Raison des sports.
Sociologie d'une pratique singulière et universelle*

JULIEN TALPIN

*Community organizing.
De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*

JOËL RUET

*Des capitalismes non alignés.
Les pays émergents, ou la nouvelle relation industrielle du monde*

PASCAL RAGOUET

*L'eau a-t-elle une mémoire ?
Sociologie d'une controverse scientifique*

GUILLAUME GOURGUES ET CLAUDE NEUSCHWANDER

*Pourquoi ont-ils tué Lip ?
De la victoire ouvrière au tournant libéral*

GILLES LAFERTÉ

L'Embourgeoisement. Une enquête chez les céréaliers

SOUS LA DIRECTION DE

GILLES LAFERTÉ, PAUL PASQUALI ET NICOLAS RENAHY

*Le laboratoire des sciences sociales.
Histoires d'enquêtes et revisites*

SYLVIE TISSOT

*Gayfriendly.
Acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et à New York*

MICHEL PIALOUX

*Le Temps d'écouter.
Enquêtes sur les métamorphoses de la classe ouvrière*

YVETTE DELSAUT

Carnets de socioanalyse. Écrire les pratiques ordinaires

EN COLLABORATION AVEC LES ÉDITIONS DU SEUIL

PIERRE BOURDIEU

Sociologie générale (vol. 1).

Cours au Collège de France 1982-1984

Sociologie générale (vol. 2).

Cours au Collège de France 1983-1986

Sur l'État.

Cours au Collège de France 1989-1992

Anthropologie économique.

Cours au Collège de France 1992-1993

Manet, une révolution symbolique.

Cours au Collège de France 1998-2000